



Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence
1, 2 et 3 juillet 2016 **1, 2 and 3 July 2016**

**DANS UN MONDE DE TURBULENCES,
QU'ATTEND-ON D'UN PAYS ?**

***IN A WORLD OF TURMOIL,
WHAT IS A NATION FOR?***

Programme au 29 juin 2016

Program as of June 29 2016

Dans un contexte mondial toujours plus perturbé et de moins en moins prévisible, l'édition 2016 des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence rassemblera plus de 200 intervenants venus du monde entier pour discuter du rôle que jouent les pays dans la mondialisation.

La France sera au cœur des débats. Cependant l'idée n'est pas de célébrer ni de blâmer un pays en particulier. L'objectif sera d'apporter des discussions sérieuses sur l'avenir des pays dans un monde turbulent. Les débats se concentreront sur les défis auxquels font face les pays en termes de territoires, d'identité, de modèle social, d'opportunités ou de politiques économiques à l'heure où le numérique a profondément bouleversé la donne. Les élections à venir aux Etats-Unis, en Allemagne, en France ou encore en Iran renforcent la légitimité de ces choix et de cette question :

Dans un monde de turbulences, qu'attend-on d'un Pays ?

Le vendredi, l'accent sera porté sur la notion de pays dans le monde d'aujourd'hui. Dans quel monde vit-on et comment pouvons-nous prévoir son évolution ? Quelles sont les caractéristiques principales de la globalisation et de l'internationalisation ? Dans ce contexte, l'échelle du pays garde-t-elle sa pertinence ? La croissance est-elle davantage un marqueur des performances économiques entre les pays ou un indicateur de bien-être ?

Le samedi, les 5 parcours permettront d'imaginer sur quelles fondations nous pouvons bâtir un pays idéal : le contrat social, les opportunités et les politiques économiques, le territoire, et la population. Nos discussions se baseront sur les différentes expériences, fructueuses ou non, étrangères et françaises, afin de dessiner les piliers essentiels d'un pays et parmi eux de la France. Ces parcours seront ponctués de débats au cours desquels la France d'aujourd'hui sera replacée au centre : quelle est la stratégie internationale de la France ? Quel modèle de réforme doit-on suivre ? Quelles sont les spécificités du modèle français ?

La journée du dimanche permettra de lier les défis nationaux au contexte international en se projetant dans le long terme. Ainsi, il s'agira de discuter de l'Europe et de son avenir, d'imaginer les relations internationales futures, d'estimer le rôle que joueront les nouvelles technologies dans l'ordre mondial, de discuter de la notion de leadership et d'évaluer les bouleversements en termes de puissance : qui en sera détenteur et comment se manifestera-t-elle ? Nous aborderons enfin la place de la France et le rôle qu'elle peut jouer dans ces nouvelles perspectives.

The 16th edition of Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence will be dedicated to the role of a country in a globalized world. More than 200 speakers from all around the world will be discussing various topics such as the place of a given country in the global economy.

As a major French event the focus will be partly on France. However, the idea is neither to celebrate nor to blame any country. It aims to provide substantive discussions about the future of countries in a turbulent and unpredictable world.

The challenges countries are facing about territories, identities, social contracts, and economic opportunities and policies will be debated while digital is still shaping a new era. The forthcoming elections in the US, Germany, France and Iran all strengthen the relevance of the topic:

In a World of Turmoil, what is a Nation for?

On Friday, the emphasis will be on the global world: what are the main characteristics of globalisation? How can the world's economic future be predicted? Is the scale of countries still relevant under the constraints due to the world's instabilities? Is growth an index of economic performances only or an index of well-being in overall?

On Saturday, 5 paths will allow us to determine the underpinnings upon which a country should be built. The 5 paths are the social contract, economic opportunities and policies, the territories, and populations. Discussions will be based on various experiences, profitable or not, international or local, in order to design the pillars of an ideal country. In between, there will be several debates focused on France. What is the international strategy of France? What model of reform should be followed? What are the specificities of the French model?

On Sunday, we will gather the information that both Friday and Saturday will have provided in order to link national challenges within a global world in a long-run analysis. Therefore, the European Union, its concerns and its future will start the day's discussions. Additional themes will be explored: the perspectives of international relations; the role of new technologies in the world (dis)order and the future aspects of power and leadership. We will conclude Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence with a focus on France in order to anticipate the role it can play in a world in which the future is difficult to predict.

Samedi 2 juillet

Sciences Po Aix, 25 rue Gaston de Saporta
Hôtel Maynier d'Oppède, 23 rue Gaston de Saporta
Hôtel Aquabella, 2 rue des étuves

Vendredi 1 juillet

Université d'Aix-Marseille, Site Schuman
3, avenue Robert Schuman

10h30	Sessions étudiantes <i>Amphi Mistral</i>	
12h	Déjeuner de bienvenue	
13h30	Accueil <i>Amphi Portalis</i>	
14h	Session inaugurale Qu'est ce qu'un pays dans le monde d'aujourd'hui ? <i>Amphi Portalis</i>	
15h	Session 1 Sommes-nous vraiment dans un monde turbulent ? <i>Amphi Mistral</i>	Session 2 Y a-t-il plusieurs formes de capitalisme ? <i>Amphi Portalis</i>
16h30	Session 3 La souveraineté économique existe-t-elle encore ? <i>Amphi Mistral</i>	Session 4 Une économie peut-elle être dynamique sans croissance ? <i>Amphi Portalis</i>
18h	Débat 1 Economie & Politique : quel pilote ? <i>Amphi Portalis</i>	
18h45	Réceptions	

8h	Débat 2 La France dans le monde, avec et sans l'Europe. <i>Amphi Bruno Étienne</i>				
	Parcours 1 Le Contrat Social du pays idéal <i>Amphi Sextius</i>	Parcours 2 Les Opportunités Economiques du pays idéal <i>Amphi Latitude</i>	Parcours 3 Les Territoires du pays idéal <i>Amphi Cassin</i>	Parcours 4 La Population dans un pays idéal <i>Amphi Bruno Étienne</i>	Parcours 5 Les Politiques Economiques du pays idéal <i>Amphi Zyromski</i>
8h40	Session 5 L'Etat peut-il tout décider ?	Session 9 L'innovation sert-elle vraiment la croissance ?	Session 13 La conquête des territoires est-elle toujours d'actualité ?	Session 17 Comment bénéficier de la contrainte démographique ?	Session 21 Nos politiques économiques sont-elles efficaces ?
9h55	Débat 3 Une entreprise peut-elle être emblématique d'un pays ? <i>Amphi Bruno Étienne</i>				
10h35	Session 6 Et si on numérisait le contrat social ?	Session 10 Finance : arme de destruction massive ou bras armé des Etats ?	Session 14 La frontière a-t-elle un rôle économique ?	Session 18 Y a-t-il un modèle d'intégration ?	Session 22 Faut-il enterrer Keynes ?
11h50	Débat 4 Y a-t-il un modèle unique de réformes ? <i>Amphi Bruno Étienne</i>				
12h30	Déjeuner Officiel				
14h45	Débat 5 Comment réformer la France ? <i>Amphi Bruno Étienne</i>				
15h15	Session 7 Mais pourquoi réduire les inégalités ?	Session 11 Entreprises et mondialisation : je t'aime moi non plus	Session 15 Le monde est-il devenu villes ?	Session 19 Un marché du travail pour tous !	Session 23 La fiscalité peut-elle encore servir l'attractivité ?
16h45	Session 8 Qu'est ce qu'un contrat social performant ?	Session 12 Qui sont les créateurs de richesses ?	Session 16 Les territoires peuvent-ils être durables ?	Session 20 Le capital humain est-il l'avenir des pays ?	Session 24 La culture est-elle une force de frappe économique ?
18h15	Réception				

Dimanche 3 juillet

Université d'Aix-Marseille, Site Schuman
3, avenue Robert Schuman

Amphi Portalis

8h30	Débat 6 Quelle alliance entre les pays et la finance ?
9h10	Session 25 Quelle forme aura la puissance de demain ?
10h10	Session 26 Quel chemin vers la prospérité économique ?
11h10	Session 27 L'UE est morte, vive l'UE !
12h00	Débat 7 Quel projet européen ?
12h30	Session 28 Comment la France se positionne-t-elle dans le monde ?
13h30	Conclusion et déclaration finale
14h	Déjeuner de Clôture



Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence 1, 2 et 3 juillet 2016 1, 2 and 3 July 2016

Saturday July 2

Sciences Po Aix, 25 rue Gaston de Saporta
Hôtel Maynier d'Oppède, 23 rue Gaston de Saporta
Hôtel Aquabella, 2 rue des étuves

Friday July 1

Université d'Aix-Marseille, Site Schuman
3, avenue Robert Schuman

10:30 am **Students' Sessions**
Amphi Mistral

Welcoming Luncheon

1:30 pm **Welcome Address**
Amphi Portalis

2:00 pm **Opening Session**
What Is A Country In Today's World?
Amphi Portalis

<p>3:00 pm Session 1 Are We Really In A Turbulent World? <i>Amphi Mistral</i></p>	<p>Session 2 Are There Different Forms Of Capitalism? <i>Amphi Portalis</i></p>
--	--

<p>4:30 pm Session 3 Does Economic Sovereignty Still Exist? <i>Amphi Mistral</i></p>	<p>Session 4 Can An Economy Be Dynamic Without Growth? <i>Amphi Portalis</i></p>
---	---

6:00 pm **Debate 1**
Economy & Politics: What Is The Driving Force?
Amphi Portalis

Cocktail Parties

8:00 am **Debate 2**
France In The World, With and Without Europe.
Amphi Bruno Étienne

<p>Track 1 Ideal Country: The Social Contract <i>Amphi Sextius</i></p>	<p>Track 2 Ideal Country: Economic Opportunities <i>Amphi Latitude</i></p>	<p>Track 3 Ideal Country: Territories <i>Amphi Cassin</i></p>	<p>Track 4 Ideal Country: Population <i>Amphi Bruno Étienne</i></p>	<p>Track 5 Ideal Country: Economic Policies <i>Amphi Zyromski</i></p>
---	---	--	--	--

<p>8:40 am Session 5 Can The State Decide Everything?</p>	<p>Session 9 Does Innovation Really Serve Growth ?</p>	<p>Session 13 Is The Conquest Of New Territories Still On The Agenda?</p>	<p>Session 17 How To Benefit From The Demographic Constraint?</p>	<p>Session 21 Are Our Economic Policies Effective?</p>
--	---	--	--	---

9:55 am **Debate 3**
Can A Company Symbolise A Country?
Amphi Bruno Étienne

<p>10:35 am Session 6 What If We Digitised The Social Contract?</p>	<p>Session 10 Finance: Weapon Of Mass Destruction Or Armed Wing Of States?</p>	<p>Session 14 Do Borders Play An Economic Role?</p>	<p>Session 18 Is There Such Thing As An Integration Model?</p>	<p>Session 22 Time To Bury Keynes?</p>
--	---	--	---	---

11:50 am **Debate 4**
Is There A Single Way To Reform?
Amphi Bruno Étienne

12:30 pm **Official Luncheon**

2:45 pm **Debate 5**
How To Reform France?
Amphi Bruno Étienne

<p>3:15 pm Session 7 But Why Reduce Inequalities?</p>	<p>Session 11 A Love-Hate Relationship Between Businesses And Globalisation?</p>	<p>Session 15 Do Cities Rule The World?</p>	<p>Session 19 A Labour Market For All!</p>	<p>Session 23 Can Tax Policy Still Contribute To Attractiveness?</p>
--	---	--	---	---

<p>4:45 pm Session 8 What Is A Successful Social Contract?</p>	<p>Session 12 Who Creates Wealth?</p>	<p>Session 16 Can Territories Be Sustainable ?</p>	<p>Session 20 Is Human Capital The Future Of Countries?</p>	<p>Session 24 Culture: An Economic Strike Force?</p>
---	--	---	--	---

6:15 pm **Cocktail Parties**

Sunday July 3

Université d'Aix-Marseille, Site Schuman
3, avenue Robert Schuman

Amphi Portalis

8:30 am **Debate 6**
What Are The Potential Alliances Between Countries And Finance?

9:10 am **Session 25**
What Form Will Tomorrow's Power Take?

10:10 am **Session 26**
Which Path Towards Economic Prosperity?

11:10 am **Session 27**
The EU Is Dead, Long Live The EU!

12:00 pm **Debate 7**
Which European Project?

12:30 pm **Session 28**
Where Does France Stand In The World?

1:30 pm **Conclusion And Final Statement**

2 pm **Closing Luncheon**

10h30 - 12h

Amphi Mistral

Session La Parole aux Étudiants

La Parole aux Étudiants Session

LA
PAROLE
AUX ETUDIANTS

Dans le cadre de la 16^e édition des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence, le Cercle des économistes s'est donné pour objectif de susciter la réflexion prospective des étudiants. Il s'agit de recueillir leurs perceptions sur les défis du long terme, l'évolution de la société et les contours du monde dans lequel ils vont vivre autour du thème « Dans un monde de turbulences, qu'attendez-vous de la France ? ».

Pour la quatrième année consécutive le Cercle des économistes et un jury présidé par Erik Orsenna va sélectionner 100 étudiants venus de toute la France, âgés de 18 à 28 ans, et les inviter à participer aux Rencontres Economiques d'Aix-en-Provence dans le cadre de l'appel à idées « La Parole aux étudiants ».

Les 100 étudiants invités aux prochaines Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence bénéficieront de 3 jours de rencontres exceptionnelles avec plus de 200 décideurs internationaux, ainsi que d'un parcours musical conçu pour eux par le Festival d'Aix.

10h50 – 11h10 : Refonder un contrat social

Towards a new Social Contract

Les cinq étudiants seront accompagnés de :

Agnès AUDIER (BCG)

Hippolyte d'ALBIS (Cercle des économistes)

11h10 – 11h30 : Repenser les politiques économiques

Reconsidering Economic Policies

Les six étudiants seront accompagnés de :

Bertrand RICHARD (Spencer Stuart)

Patrice GEOFFRON (Cercle des économistes)

Éric MOLINIÉ (Dalkia)

Antoine BOULAY (BPI France)

11h30 – 11h50 : Dynamiser l'innovation et les nouvelles technologies

Fostering innovation and new technologies

Les quatre étudiants seront accompagnés de :

Alexis KARKELINS (Eight Advisory)

Pascal RAIDRO (Eight Advisory)

Coordination:

André CARTAPANIS (Cercle des économistes)

For the fourth time round, Le Cercle des économistes is inviting 100 students to take part in Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence.

Aged from 18 to 28 and with a variety of academic backgrounds, the students will participate in the contest "La parole aux étudiants" and write a paper on the subject "In a world of Turmoil, what do you expect from France?" requiring proposals for the future.

The five winners will be chosen by a jury chaired by Erik Orsenna and will be awarded the prize *La parole aux étudiants*. The students are in charge of the Friday morning sessions whose topics will arise out of their contributions. The purpose of these sessions is also to collect their ideas, find out about their expectations for the years to come and give them the opportunity to debate with experts from all over the world. The students are also expected to take part in the week-end sessions and will be given a chance to ask their questions to the speakers of Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence.

15h - 18h

Amphi Peiresc

Les voix de l'économie - L'Europe, y a-t-il une solution ?

Les voix de l'économie - *Is there a Solution for Europe?*



17 représentantes et représentants d'institutions de réflexion, d'organisations citoyennes et de think tanks ont lancé en 2015, l'opération totalement inédite de se rencontrer régulièrement et de débattre, acceptant et assumant leur désaccord, autour de questions qu'ils jugent primordiales dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017 bien sûr mais aussi au-delà.

C'est ainsi que Attac, le Cercle des économistes, Coe-Rexecode, La Fabrique Ecologique, la Fabrique de l'Industrie, la Fondapol, la Fondation Robert Schuman, l'Institut Montaigne, GenerationLibre, les économistes atterrés, les Gracques, l'Institut de l'Entreprise, la Fondation Concorde, l'OFCE, la Fondation Jean-Jaurès, la Fabrique Spinoza et Terra Nova ont engagé un cycle de débats publics afin de faire progresser la réflexion sur l'économie française et les voies à emprunter pour en améliorer le fonctionnement, l'efficacité et la place dans le monde.

Leur objectif est ainsi de pouvoir donner au plus grand nombre, sans logique partisane, les clefs et les outils d'analyse à la compréhension des enjeux économiques et sociétaux afin de pouvoir agir et voter en conscience.

15h00 – 16h30 : Peut-on encore vouloir l'Europe ?

Can One Still Want Europe

- Laurent BIGORGNE (Institut Montaigne)
- Thierry CHOPIN (Fondation Robert Schuman)
- Gilles FINCHELSTEIN (Fondation Jean-Jaurès)
- Alexandre JOST (Fabrique Spinoza)
- Gaspard KOENIG (GénérationLibre)
- Marc-Olivier PADIS (Terra Nova)
- Dominique REYNIÉ (Fondapol)

16h30 – 18h00 : Politiques économiques européennes :

Réformes ou rupture ?

European Economic Policies: Reforms or Break?

- Olivier BABEAU (Fondation Concorde)
- Françoise BENHAMOU (Cercle des économistes)
- Vincent CHARLET (Fabrique de l'Industrie)
- Géraud GUIBERT (Fabrique Écologique)
- Guillaume HANNEZO (Les Gracques)
- Emmanuel JESSUA (Coe-Rexecode)
- Reil THEVENON-POULLENNEC (Institut de l'Entreprise)

In 2015, seventeen representatives of civil society organisations and think tanks launched a totally new initiative. They decided to meet regularly for discussion –accepting (and indeed taking as given) that they would have disagreements among themselves– to discuss questions that they judged to be primordial, looking ahead to the presidential election of 2017 and beyond.

It was thus that a set of organisations –Attac, le Cercle des économistes, Coe-Rexecode, La Fabrique Ecologique, la Fabrique de l'Industrie, la Fondapol, la Fondation Robert Schuman, l'Institut Montaigne, GenerationLibre, les économistes atterrés, les Gracques, l'Institut de l'Entreprise, la Fondation Concorde, l'OFCE, la Fondation Jean-Jaurès, la Fabrique Spinoza and Terra Nova– put in motion a series of public debates, with a view toward helping advance national thought about the French economy, the paths that might be taken to improve its functioning and efficiency, and the place of France in the world.

The objective is to provide to as many people as possible, setting aside partisan considerations, the keys and analytical tools that will permit them to achieve a critical understanding of what is socially and economically at stake, so that they can make informed and intelligent choices when the time comes to act and vote.

13h30 - 14h
 Amphi Portalis

Ouverture des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

Jean-Hervé LORENZI (Le Cercle des économistes)

14h - 15h
 Amphi Portalis

Session inaugurale

Qu'est-ce qu'un pays dans le monde d'aujourd'hui ?

Incertitude et déchirements quant à la place de la nation caractérisent le monde actuel. En à peine plus d'une décennie les sociétés occidentales sont passées de l'utopie de la gouvernance démocratique d'un monde unifié par l'économie à celle d'une mise à l'abri des nations derrière des clôtures. Cette oscillation signale la très grande difficulté que nous avons à penser aujourd'hui le rôle économique, social et politique des nations.

Sur une carte objective, les frontières se voient à l'œil nu. Si la mondialisation et l'intégration européenne ont à l'évidence rebattu les cartes, et contrairement à ce qu'affirment nombre de responsables politiques en mal de justification, les outils de la politique économique sont loin d'avoir tous échappé aux décideurs nationaux. Première question, donc, quel est aujourd'hui le rôle économique des nations ?

Les nations demeurent le creuset des identités collectives. Celles-ci sont cependant questionnées par la revendication d'identités régionales et par la formation en leur sein de communautés qui ne s'inscrivent pas dans une logique d'assimilation. Dans le même temps se développe au sein des élites et dans la jeunesse une culture globale qui affaiblit le référentiel national. Des sociétés économiquement affaiblies, vieillissantes et moins sûres d'elles-mêmes peinent enfin à définir les visions de l'avenir que requiert le « plébiscite permanent » constitutif d'une identité dynamique. Deuxième question, donc, quelles sont aujourd'hui les coordonnées sociales de la nation ?

Mais c'est surtout la politique qui est déstabilisée par la question nationale. Les attentes à l'égard du politique débordent à l'évidence l'espace des solutions qu'il peut effectivement mettre en œuvre. Cet écart, qui est source de délégitimation du politique, est une cause centrale de la crise démocratique au sujet de laquelle deux visions s'opposent ; l'une tient toute interdépendance comme une atteinte à la souveraineté et au rôle de la nation ; l'autre ambitionne la construction d'une démocratie transnationale où coexistent différents niveaux de responsabilité et de représentation. D'où la troisième question : comment redéfinir, pragmatiquement, l'espace d'exercice de la démocratie ?

Intervenants :

Ouided BOUCHAMAOU (Prix Nobel de la Paix 2015)

Marcel GAUCHET (EHESS)

Mamphela RAMPHELE (Ancienne Directrice Générale de la Banque Mondiale)

Coordination : **Jean PISANI-FERRY** (Le Cercle des économistes)

Modération : **Sylvie KAUFFMANN** (Le Monde)

1:30 pm - 2:00 pm
 Amphi Portalis

Opening of the Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

Jean-Hervé LORENZI (Le Cercle des économistes)

2:00 pm - 3:00 pm
 Amphi Portalis

Opening Session

What Is A Country In Today's World?

There is much uncertainty and anguish about the place of the nation in today's world. In just over a decade, western societies have moved on from the utopia of democratic governance of a world united by the economy to one where nations are fenced off for protection. This switch explains the very great difficulty we now have in defining the economic, social and political role of nations.

On an objective map, the borders are clear for all to see. Globalisation and European integration have evidently reshuffled the cards, but contrary to what many political leaders affirm in efforts to justify their action, economic policy is certainly not beyond the control of national decision-makers. The first question is, therefore, what is the economic role of nations in today's world?

Nations continue to convey collective identities. However, those identities are called into question by claims for regional identities and the emergence, within nations, of communities that do not seek assimilation. At the same time, elites are forming within the elites, while young people are subjected to a global culture that weakens national references. Societies that are economically weakened, ageing and less sure of themselves are struggling to define the visions for the future required by the "permanent polling" that makes up a dynamic identity. This brings us to the second question: where do the social coordinates of a nation lie today?

It is politics more than anything else that is destabilised by the national question. Expectations of the political realm apparently surpass the scope of solutions that it can actually implement. This gap, which delegitimises politics, is one of the main causes of the democratic crisis where two visions are opposed: one considers that all forms of interdependence undermine sovereignty and the role of the nation, while the other seeks to construct transnational democracy with different levels of responsibility and representation. This raises our third question: how do you redefine the scope of democracy in a pragmatic manner?

Speakers:

Ouided BOUCHAMAOU (Nobel Peace Prize 2015)

Marcel GAUCHET (EHESS)

Mamphela RAMPHELE (Former Managing Director of World Bank)

Coordination : **Jean PISANI-FERRY** (Le Cercle des économistes)

Moderation: **Sylvie KAUFFMANN** (Le Monde)

15h - 16h30
Amphi Mistral

Session 1 - Sommes-nous vraiment dans un monde turbulent ?

La mondialisation, c'est le renforcement de l'ouverture internationale de chaque pays, c'est l'internationalisation accrue des entreprises, et c'est aussi l'intégration croissante des marchés. Mais cela conduit à la globalisation des turbulences économiques. Les crises financières, les chocs monétaires, les pandémies, les effets du réchauffement de la planète, les tensions politiques ou religieuses, et évidemment les conflits ou les guerres, tout cela s'apparente désormais à des crises systémiques qui contaminent l'économie mondiale dans son ensemble. Nul pays n'y échappe, mais à des degrés divers. Chaque crise ne ressemble pas à la précédente et en même temps l'Histoire révèle leur cyclicité. L'ampleur de ces turbulences systémiques dépend d'abord de la nature de ces chocs, de leur taille, de leur prévisibilité. Elle répond aussi aux multiples interdépendances qui font de l'économie mondiale un immense réseau, constitué de divers types de flux (de produits, de technologies, de capitaux, d'idéologies, de migrants...) et de mécanismes brutaux d'ajustement et d'amplification des chocs devant lesquels tous les pays ne sont pas égaux.

L'objectif de cette session sera d'analyser en quoi l'économie mondiale est aujourd'hui particulièrement turbulente et de plus en plus imprévisible et quelle est la marge de manœuvre des pays dans ce contexte.

Intervenants :

Suzanne BERGER (MIT)
Jean BEUNARDEAU (HSBC France)
Kemal DERVIŞ (Brookings Institution)
Lucas LLACH (Banque Centrale d'Argentine)
Rodolphe SAADÉ (CMA CGM)
Hubert VÉDRINE (Ancien Ministre des Affaires Étrangères, France)

Coordination : André CARTAPANIS
(Le Cercle des économistes)

Modération : Isabelle GOUNIN-LÉVY (LCI)

15h - 16h30
Amphi Portalis

Session 2 - Y a-t-il plusieurs formes de capitalisme ?

La chute du mur de Berlin a consacré comme modèle dominant l'économie de marché – ou plutôt des marchés, chacun s'ajustant de manière décentralisée grâce aux signaux que constituent les prix. Depuis le XIX^e siècle celle-ci est consubstantielle au capitalisme sous la forme de la société par actions, c'est-à-dire une propriété collective (privée) du capital par des actionnaires, ces capitalistes employant des salariés, sous le contrôle plus ou moins strict de l'Etat.

A partir du constat de la diversité – temporelle et spatiale – des formes de capitalisme, cette session montrera comment les institutions valent « ici et maintenant », sans modèle dominant ni chemin de croissance unique. Elle s'intéressera également aux défis liés aux évolutions du capitalisme : la mondialisation accroît la mobilité des entreprises et capitaux, et augmente le besoin de redistribution de la part de l'Etat afin de compenser les perdants. D'autre part, dans de nombreux pays, développés ou en développement, la croissance devient avare d'emplois non qualifiés. Comment peuvent évoluer le capitalisme s'il n'a plus besoin de travail, et le contrat social si les mécanismes de redistribution ne peuvent plus être fondés, comme ils le sont actuellement, sur l'accès à l'emploi?

Intervenants :

Brahma CHELLANEY (New-Delhi Centre for Policy Research)
Tony ELUMELU (The Tony Elumelu Foundation)
Roger GUESNERIE (Collège de France)
Javier SOLANA (ESADEgeo)
Marc VINCENT (Natixis)

Coordination : Akiko SUWA-EISENMANN
(Le Cercle des économistes)

Modération : Emmanuel LECHYPRE (BFM Business)

3:00 pm - 4:30 pm
Amphi Mistral

Session 1 - Are We Really In A Turbulent World?

Globalisation means that countries take a more international outlook while businesses become more global and markets become increasingly integrated. However, it also means that economic turbulences are felt worldwide too. Financial crises, monetary shocks, pandemics, the effects of global warming, political or religious tensions and, of course, conflicts and wars are now all seen as systemic crises that contaminate the world economy as a whole. No country can escape but they may feel the effects to varying degrees. All crises are different, yet History shows that they are cyclical. The extent of this systemic turbulence first depends on the type of shock, its size and its predictability. It is also a result of the multiple interdependences that make up the vast network that is the world economy, with its various flows (of products, technologies, capital, ideologies, migrants and so on) and the brutal mechanisms that adjust and amplify shocks, the effects of which each country feels differently.

The aim of this session is to analyse just how turbulent the world economy is today, how it is increasingly unpredictable and to determine the room for manoeuvre that countries have in such a context.

Speakers:

Suzanne BERGER (MIT)
Jean BEUNARDEAU (HSBC France)
Kemal DERVIŞ (Brookings Institution)
Lucas LLACH (Central Bank of Argentina)
Rodolphe SAADÉ (CMA CGM)
Hubert VÉDRINE (Former Minister of Foreign Affairs, France)

Coordination: André CARTAPANIS
(Le Cercle des économistes)

Modération: Isabelle GOUNIN-LÉVY (LCI)

3:00 pm - 4:30 pm
Amphi Portalis

Session 2 - Are There Different Forms Of Capitalism?

With the fall of the Berlin wall, the market economy has come to dominate –or perhaps we should call it an economy of markets, where each one operates to adjust in a decentralised manner responding to the signal given by prices. Since the 19th century, the market economy has been inseparable from capitalism in the form of joint stock companies, in other words, joint (private) ownership of capital by shareholders, these “capitalists” hiring employees in a way more or less controlled by the State.

Starting from the diversity –over time and space– of capitalism, this session will show what the institutions are valid “here and now”, with no dominant model or single path to growth. We will also study two challenges linked to the evolution of capitalism. Firstly, globalisation increases the scope of companies and the mobility of financial capital, while deepening the need for redistribution by the nation-state to compensate the losers. Secondly, in developed and developing countries alike, growth generate too few unskilled jobs. How can capitalism evolve if it no longer requires work, and how can the social contract move forward if the redistribution mechanisms can no longer be founded on access to jobs, as it is currently the case?

Speakers:

Brahma CHELLANEY (New-Delhi Centre for Policy Research)
Tony ELUMELU (The Tony Elumelu Foundation)
Roger GUESNERIE (Collège de France)
Javier SOLANA (ESADEgeo)
Marc VINCENT (Natixis)

Coordination : Akiko SUWA-EISENMANN
(Le Cercle des économistes)

Modération: Emmanuel LECHYPRE (BFM Business)

16h30 - 18h

Amphi Mistral

Session 3 - La souveraineté économique existe-t-elle encore ?

Dans une économie globalisée, les politiques économiques – tant budgétaires que monétaires – sont de plus en plus contraintes par la conjoncture internationale. Les crises sont systémiques tandis que la gestion des crises est presque exclusivement nationale. En outre, des canaux majeurs de transmission des politiques économiques pour faire face à celles-ci sont rendus inopérants par le niveau des dettes publiques et le niveau historiquement bas des taux directeurs. Peut-on dès lors parler de souveraineté économique si les pays sont incapables à gérer les situations de crise ?

Face à la globalisation, deux réponses émergent : des tendances protectionnistes d'une part, et des processus de régionalisation d'autre part. La régionalisation prend des formes diverses, allant de l'union douanière à l'union monétaire dont la forme la plus élaborée est l'Union européenne.

Cette session étudiera les impacts qu'ont ces tendances protectionnistes et à la régionalisation sur la souveraineté économique des pays.

Intervenants :

Isabelle KOCHER (Engie)
Pascal LAMY (Ancien Directeur Général de l'OMC)
Jean-Yves LE DRIAN (Ministre de la Défense, France)
Mario MARCEL (Banque Centrale du Chili)
Peter RICKETTS (Ancien Ambassadeur du Royaume-Uni en France)
Il SAKONG (Institute for Global Economics)

Coordination : Christian SAINT-ÉTIENNE
(Le Cercle des économistes)

Modération : Christian MAKARIAN (L'Express)

16h30 - 18h

Amphi Portalis

Session 4 - Une économie peut-elle être dynamique sans croissance ?

Croissance et dynamisme économique sont longtemps allés de pair. Pour les pays développés, comme la France, personne n'est sûr qu'il en aille toujours de même. D'abord bien sûr parce que, depuis de longues années déjà, la manière même dont on comptabilise la croissance et le mieux-être qu'elle apporte sont en question. Savoir s'il faut remplacer une mesure du PIB par une autre ne doit toutefois pas faire oublier l'essentiel.

Les pays développés ont, en moyenne au moins, un revenu par tête élevé et une population qui maintenant progresse plus lentement. Pour eux, l'enjeu n'est-il pas autant de préserver leur revenu national et d'en améliorer la répartition et l'utilisation que d'en assurer, à tout prix, la croissance continue ? Le dynamisme économique d'un pays ne résiderait-il pas, dès lors, dans sa capacité à innover et à faire évoluer ses structures pour préserver ses équilibres internes dans un monde toujours plus instable, où les concurrences et les techniques évoluent sans cesse ? A celui qui dispose de ce dynamisme, la croissance nécessaire ne sera-t-elle pas donnée en sus ?

Intervenants :

Marcel FRATZSCHER (German Institute for Economic Research)
Eric HANUSHEK (Hoover Institution)
Eric LABAYE (McKinsey Global Institute)
Yves PERRIER (Amundi)
Mohamed SOUAL (OCP)

Coordination : Anton BRENDER
(Le Cercle des économistes)

Modération : Sophie FAY (l'Obs)

4:30 pm - 6:00 pm

Amphi Mistral

Session 3 - Does Economic Sovereignty Still Exist?

In a globalised economy, economic policies –whether they are fiscal or monetary– are increasingly constrained by the international context. Crises are systemic while crisis management is almost exclusively national. Furthermore, the main mechanisms used to diffuse economic policies in order to tackle the crises are inoperative because of the level of public debt and historically low base rates. So can we talk about economic sovereignty if countries are unable to manage crisis situations?

Two responses are emerging in light of globalisation: protectionist tendencies on the one hand and regionalisation processes on the other. Regionalisation can take one of several forms, ranging from customs agreements to monetary union, the furthest developed example of which is the European Union.

This session will look at the impacts that these protectionist and regionalisation approaches have on countries' economic sovereignty.

Speakers:

Isabelle KOCHER (Engie)
Pascal LAMY (Former Managing Director of WTO)
Jean-Yves LE DRIAN (Minister of Defence, France)
Mario MARCEL (Central Bank of Chile)
Peter RICKETTS (Former Ambassador of the United Kingdom to France)
Il SAKONG (Institute for Global Economics)

Coordination: Christian SAINT-ÉTIENNE
(Le Cercle des économistes)

Moderation: Christian MAKARIAN (L'Express)

4:30 pm - 6:00 pm

Amphi Portalis

Session 4 - Can An Economy Be Dynamic Without Growth?

Growth and economic dynamism have long gone hand-in-hand. For developed countries, such as France, no one is sure that this is still the case. Firstly, of course, because for many years now the very way in which we measure growth and the well-being it generates have been called into question. Discussion on whether to replace one measurement of GDP with another should not, however, eclipse the key question.

Developed countries have, at least on average, higher income per capita and populations are now growing at a slower rate. For them, isn't the issue more about preserving their national incomes and improving how they are shared out and used, rather than about ensuring continuous growth at all costs? In that case, doesn't the economic momentum of a country lie in its ability to innovate and update its structures to maintain internal balance in an increasingly unstable world, where competition and techniques are constantly changing? If a country develops that kind of momentum, won't the necessary growth come with it?

Speakers:

Marcel FRATZSCHER (German Institute for Economic Research)
Eric HANUSHEK (Hoover Institution)
Eric LABAYE (McKinsey Global Institute)
Yves PERRIER (Amundi)
Mohamed SOUAL (OCP)

Coordination: Anton BRENDER
(Le Cercle des économistes)

Moderation: Sophie FAY (l'Obs)

18h - 18h45
 Amphi Portalis

Débat 1
Economie & Politique : quel pilote ?

Dans un monde complexe et interdépendant, la relation traditionnelle entre l'économie et le politique semble de plus en plus remise en question. L'économie entraîne des bouleversements de plus en plus rapides et profonds – technologie, délocalisations, inégalités – tandis que le politique n'agit qu'avec d'extrêmes difficultés face à des attentes inconciliables et à des contraintes incontournables. Cette incompatibilité des horizons économique et politique est un défi pour tous les dirigeants. La souveraineté du politique et sa capacité décisionnelle sont-elles remises en cause par l'accélération des phénomènes et par la mondialisation ? La lenteur du politique est-elle un obstacle à la réactivité nécessaire à une économie dynamique ?

On constate aussi dans les sociétés occidentales une vraie crise de confiance dans le politique que l'on peut, en partie, attribuer à l'échec des politiques économiques successives. En parallèle, et de façon accrue depuis la crise financière de 2008, le pouvoir économique, en particulier financier, est accusé par beaucoup de dicter son tempo au politique. D'un autre côté, face à un avenir qui inquiète, les intérêts établis sont mieux en mesure de résister aux changements qui leur seraient défavorables. Le pouvoir accru de la sphère économique remet-il en cause la légitimité des choix démocratiques dans nos sociétés ? Comment, à l'inverse, rendre attractive la réforme aux yeux de ceux qui se sentent menacés ? Comment finalement mieux mettre en phase l'exercice des responsabilités des deux côtés du cockpit ?

Ces questions marqueront tout particulièrement l'année à venir puisque se dérouleront une succession d'élections majeures, notamment en Allemagne, aux Etats-Unis et en France, dans un contexte où, partout, les enjeux autour de la maîtrise de l'économie, de la finance et du changement (ou de l'immobilisme...) social seront au premier plan en étant fortement portés par des candidats populistes.

Que peuvent, dès lors, être les attentes des acteurs de l'économie envers le politique ? Et inversement, qu'est-ce que le politique attend de l'économie ? Quels résultats, finalement, anticiper, pour l'économie mondiale de cette séquence électorale chargée ?

Intervenants :

- Pierre-André de CHALENDAR** (Saint-Gobain)
- Bruno LAFONT** (LafargeHolcim)
- Michel SAPIN** (Ministre des Finances et des Comptes Publics, France)
- Philippe WAHL** (Le Groupe La Poste)

Coordination : Jacques MISTRAL (Le Cercle des économistes)

Modération : Stéphanie ANTOINE (France 24)

6:00 pm - 6:45 pm
 Amphi Portalis

Debate 1
Economy & Politics: What Is The Driving Force?

In a complex and interdependent world, the relation between economy and politics is increasingly called into question. The economy experiences disruptions that are increasingly quick and deep in areas such as technology, relocations, and inequalities, while in the political domain there are conflicting expectations and deadlines. This is a challenge for all leaders.

Are the sovereignty and decision-making capacities of politics challenged by the acceleration of changes and by globalisation? Is the slow political pace obstructing the necessary reactivity of a dynamic economy?

In our western societies, there is a genuine crisis of confidence in politics, something that we can partially explain by the failure of one economic policy after another. At the same time, and to a greater degree since the 2008 financial crisis, the economic –especially financial– power, is loudly accused of imposing its pace on politics. On the other hand, faced with a disturbing future, established interests are more able to resist unfavourable changes.

Does the power of economy challenge the framework and democratic legitimacy of our societies? Conversely, how can we make reform attractive to those who feel threatened? Finally, how can we coordinate these two driving forces?

These issues are even more relevant today as we prepare for a series of major elections, most notably in Germany, the United States and France, where questions of economic and financial control, backed by populist candidates, are resurfacing.

As a consequence, what can economic stakeholders expect from politics? And, conversely, what does politics expect from the economy? Can the outcome of these elections have an effect on the world economy?

Speakers:

- Pierre-André de CHALENDAR** (Saint-Gobain)
- Bruno LAFONT** (LafargeHolcim)
- Michel SAPIN** (Minister of Finance and Public Accounts, France)
- Philippe WAHL** (Le Groupe La Poste)

Coordination : Jacques MISTRAL (Le Cercle des économistes)

Modération : Stéphanie ANTOINE (France 24)

8h - 8h40

Amphi Bruno Etienne

Débat 2

La France dans le monde, avec et sans l'Europe.

De 1980 à 2050, la part de la France dans le PIB mondial va passer de 7% à probablement 2%. Quatrième économie de la planète il y a 25 ans, la France ne sera plus dans le G7 dans 35 ans. A horizon 2050, l'Union européenne représentera encore entre 8,5% et 13,5% du PIB mondial selon sa configuration. La question dès lors est de savoir si la stratégie extérieure de la France doit passer entièrement par le niveau européen, ou bien si cette stratégie européenne peut être complétée par une action via d'autres réseaux comme la Francophonie ou la Méditerranée, deux ensembles très dynamiques du point de vue démographique.

Par ailleurs, l'expression de la puissance d'un pays ne se résume pas à son poids économique ou démographique : la science, la culture, les entreprises, les valeurs participent aussi à l'influence internationale.

Ce débat dressera d'abord un constat de l'influence de la France et de l'Europe dans les institutions internationales et les cercles de coopération, mais aussi dans la vie des affaires, des sciences et de la culture. Puis on s'interrogera sur la manière la plus efficace pour la France de défendre ses préférences pour la coopération et la régulation, par opposition à l'auto-régulation par le marché. La discussion pourra s'articuler autour de scénarios, notamment pour ce qui concerne l'avenir de l'Union européenne.

Intervenants :

Bruno LE MAIRE (Député, Assemblée Nationale, France)
Ngaira WOODS (Blavatnik School of Government)
Lionel ZINSOU (Ancien Premier Ministre, Bénin)

Coordination : **Agnès BÉNASSY-QUÉRÉ** (Le Cercle des économistes)

Modération : **Alain de CHALVRON** (France 2)

8:00 am - 8:40 am

Amphi Bruno Etienne

Debate 2

France In The World, With And Without Europe?

From 1980 to 2050, France's share in global GDP will drop from 7% to probably 2%. The fourth-largest economy on the planet 25 years ago, France will no longer be in the G7 35 years down the line. By 2050, the European Union will continue to account for 8.5% to 13.5% of global GDP, depending on its membership. The question to ask is thus whether France's foreign strategy should be determined entirely at the European level, or whether the European strategy can be rounded out by action through other communities, such as the French-speaking world, or the Mediterranean, two highly-dynamic units from the demographic standpoint.

A country does not express its power only through its economy or demographics, however: its science, culture, enterprises and values also contribute to building its international influence.

In this debate, we will first take stock of France's and Europe's influence in international institutions and cooperation circles, as well as in business, the sciences and culture. Then, we will try to identify the most effective way for France to defend its preferences in cooperation and regulation, as opposed to market self-regulation. Discussion can take shape around different scenarios, in particular on the future of the European Union.

Speakers:

Bruno LE MAIRE (Member, Assemblée Nationale, France)
Ngaira WOODS (Blavatnik School of Government)
Lionel ZINSOU (Former Prime Minister, Benin)

Coordination : **Agnès BÉNASSY-QUÉRÉ** (Le Cercle des économistes)

Moderation: **Alain de CHALVRON** (France 2)

9h55 - 10h35

Amphi Bruno Etienne

Débat 3

Une entreprise peut-elle être emblématique d'un pays ?

Ce débat offrira l'opportunité d'analyser les différentes raisons – historique, culturelle, sociale, organisationnelle, et psychologique – qui font qu'une entreprise peut constituer l'emblème d'un pays.

Une entreprise peut-elle être représentative d'un pays, de son histoire, de sa culture, de son degré de développement économique, de ses façons de penser, de s'organiser, de travailler ? Réciproquement, un pays peut-il soutenir de manière privilégiée une entreprise en particulier au prétexte qu'il la reconnaît comme faisant partie de son patrimoine, de son histoire, voire de la défense de ses intérêts vitaux ? De telle sorte qu'une question parallèle ou voisine serait « Une Entreprise a-t-elle une nationalité ? » Au contraire, est-il possible qu'une entreprise soit apatride ?

La question posée pour le débat appelle d'autres questions : la culture d'entreprise a-t-elle une nationalité ? Une entreprise d'un pays dirigée par une personne d'une nationalité différente reste-t-elle emblématique de ce pays ? Avec la mondialisation, une entreprise, si elle veut devenir mondiale, doit-elle oublier les caractéristiques emblématiques de son pays d'origine ou, au contraire, les mettre en avant ?

Intervenants :

Carlos GHOSN (Alliance Renault-Nissan)

Patrick POUYANNÉ (Total)

Coordination : Bertrand JACQUILLAT (Le Cercle des économistes)

Modération : Ruth ELKRIEF (BFM TV)

9:55 am - 10:35 am

Amphi Bruno Etienne

Debate 3

Can A Company Symbolize A Country?

This debate will provide an opportunity to analyse the different reasons –whether historical, cultural, social, organizational, or psychological– that make a business the emblem of a country. Can a company be representative of a country, its history, culture, degree of economic development, its organisation, its ways of thinking and doing? Conversely, can a country provide special support to company just because it is supposed to be part of its heritage, its history or even to contribute to the defence of its vital interests? So that a parallel or related question would be «Does a company have a nationality? Or, on the contrary, can a company be stateless? The question asked calls for further debate over other issues: the corporate culture she has a nationality? Does a company of a given country managed by a person of a different nationality remain emblematic of this country? In the context of globalization, should a company striving to become international forget the iconic features of its country of origin or, on the contrary use them as promotion tools?

Speakers:

Carlos GHOSN (Renault-Nissan Alliance)

Patrick POUYANNÉ (Total)

Coordination : Bertrand JACQUILLAT (Le Cercle des économistes)

Moderation: Ruth ELKRIEF (BFM TV)

11h50 - 12h30

Amphi Bruno Etienne

Débat 4

Y a-t-il un modèle unique de réformes ?

Gage de sérieux et de renouveau, le terme « réforme » est constamment utilisé dans le monde politique. Ses implications sont pourtant peu évidentes. Austérité, expansion budgétaire, flexisécurité, tous ces termes traduisent des idéologies différentes sur lesquelles se baseront les réformes.

Réformer implique tantôt d'accroître le contrôle de l'Etat dans l'économie, tantôt d'offrir le plus de liberté possible aux acteurs économiques. Ainsi la période des Trente Glorieuses était-elle celle de la planification et la période qui a suivi – en particulier à partir de 1983 – celle de la déréglementation. Il n'y a pas d'unicité de la réforme dans le temps.

Qu'en est-il de l'unicité des réformes entre les pays ? A l'heure d'une interdépendance croissante, est-il envisageable d'appliquer un type de réformes radicalement opposé de celui des pays voisins et concurrents ? La France doit-elle nécessairement se résoudre à pratiquer une réelle politique d'austérité ?

S'il y a un modèle unique de réforme, qui le détient ? L'Allemagne ? Les Etats-Unis ? Les pays Scandinaves ? L'expression « réformer à la française » a-t-elle un sens ?

Intervenants :

Pier Carlo PADOAN (Ministre de l'Économie et des Finances, Italie)

Luiz PEREIRA DA SILVA (Banque des Règlements Internationaux)

Jean-Bernard LÉVY (EDF)

Augustin de ROMANET (Groupe ADP)

Coordination : Lionel FONTAGNÉ (Le Cercle des économistes)

Modération : Hedwige CHEVRILLON (BFM Business)

11:50 am - 12:30 am

Amphi Bruno Etienne

Debate 4

Is There A Single Way To Reform?

The word "reform" implies determination and renewal and is constantly used in the political realm. Yet its meaning is not that clear. Austerity, fiscal expansion and flexisecurity are all terms that reflect different ideologies on which reforms may be based.

Reform may entail increasing State control over the economy or, on the contrary, giving economic stakeholders as much freedom as possible. Take, for example, the three post-war decades of growth, characterised by high levels of state intervention, while the period that followed – particularly from 1983 onwards – was an era of deregulation. Reforms are never the same over time.

But are reforms alike, from one country to another? At a time when interdependence is on the rise, could we consider applying a reform that is radically opposed to the one being implemented in neighbouring or competitor countries? Should France resign itself to financial austerity?

If there is only one model for reform, whose is it? Germany? The United States? The Scandinavian countries? Does reforming *à la française* actually mean anything?

Speakers:

Pier Carlo PADOAN (Minister of Economy and Finance, Italy)

Luiz PEREIRA DA SILVA (Bank for International Settlements)

Jean-Bernard LÉVY (EDF)

Augustin de ROMANET (Groupe ADP)

Coordination : Lionel FONTAGNÉ (Le Cercle des économistes)

Moderation : Hedwige CHEVRILLON (BFM Business)

14h45 - 15h15

Amphi Bruno Etienne

Débat 5

Comment réformer la France ?

Les pays européens qui ont récemment mené des réformes économiques importantes voient aujourd'hui leur situation économique se redresser, comme l'Espagne (réforme du marché du travail), ou l'Italie (marché du travail, banques, fiscalité). En France ou au Japon, l'absence ou la faiblesse des réformes est au contraire pénalisante.

Affirmer la nécessité des réformes est cependant insuffisant. Comment mettre en place celles-ci et quelle importance accorder au dialogue social ? Quel doit être le rôle des corps intermédiaires (parlements, syndicats), et celui des citoyens ou salariés (référendum) ? Comment évaluer l'efficacité des mesures ?

Il faut enfin s'intéresser aux déséquilibres engendrés. Comment compenser les perdants de certaines réformes (moins de protection de l'emploi, ouverture des professions protégées, fiscalité) et existe-t-il des réformes « gagnant-gagnant » ? Comment faire face aux risques liés à la flexibilisation du marché du travail (déflation, amplification de la bipolarisation, inégalités) ?

Intervenants :

Jacques ATTALI (Positive Planet)

Henri de CASTRIES (AXA)

Stéphane RICHARD (Orange)

Coordination : Patrick ARTUS (Le Cercle des économistes)

Modération : François-Xavier PIETRI (TF1 / LCI)

14:45 pm - 15:15 pm

Amphi Bruno Etienne

Debate 5

How To Reform France?

The European countries that recently engaged in major economic reforms are now seeing their economies go into recovery, for instance Spain (labour market reform), or Italy (labour market, banks, tax system). In France and in Japan, to name only two, the lack or limited extent of reform has, to the contrary, proved detrimental.

It is not enough to assert the need for reform, however. How should reforms be developed and how important should social dialogue be within that process? What parts should intermediary bodies (parliament, unions) and citizens or employees (referendum) play, respectively? How should the effectiveness of specific measures be assessed?

Lastly, attention should be paid to the imbalances caused. How should those who lose out as a result of certain reforms (less job protection, previously-protected professions open to competition, tax systems) be compensated and do there exist « win-win » reforms? How can the risks resulting from the labour market's greater flexibility (deflation, increasing bipolarisation, inequalities) be best addressed?

Speakers:

Jacques ATTALI (Positive Planet)

Henri de CASTRIES (AXA)

Stéphane RICHARD (Orange)

Coordination : Patrick ARTUS (Le Cercle des économistes)

Moderation : François-Xavier PIETRI (TF1 / LCI)

Parcours 1 - Le Contrat Social du pays idéal
8h40 - 9h55

Amphi Sextius

Session 5 - L'Etat peut-il tout décider ?

La tâche de l'Etat est de maintenir et de faire évoluer le contrat social, de préserver le lien social et de garantir le bien commun. Jusqu'où s'étend cette tâche ? À quel niveau de pression fiscale, de dépenses publiques, de déficit et de dette s'équilibre la balance coûts-avantages ? Comment éviter le « plus d'Etat » au profit du « mieux d'Etat » ? Quelle rôle pour l'État-nation à l'ère de la souveraineté partagée ? Quelles formes paraétatiques pour une Europe en perpétuel devenir et dans une économie mondialisée sans retour possible (ou à des coûts exorbitants) ?

La dimension régaliennne est confrontée à de nouveaux défis : terrorisme et nouvelles guerres, sécurité versus liberté, justice publique ou arbitrage privé, nouvelles garanties de la propriété vs. allocation optimale ? Jusqu'où peut aller la substituabilité par le privé (prisons, armées, justice « privées ») ? Outre l'aspect régaliennne, les missions de l'Etat font face aux bouleversements dans la société. Comment évolue son rôle de coordination et de régulation ou pour pallier les échecs de marché ? Quelle place à la protection sociale ? Comment le numérique incite-t-il à repenser les services de santé et d'éducation ? Le dérèglement climatique modifie-t-il les missions de l'Etat ?

Intervenants :

Pervenche BERÈS (Députée, Parlement européen)
Nicholas DUNGAN (Atlantic Council)
Eduardo GOUVÊA VIEIRA (FIRJAN)
Patrick HUBERT (Clifford Chance)
Jean-Charles de LASTEYRIE (Ricol Lasteyrie Corporate Finance)

Coordination : Pierre DOCKÈS

(Le Cercle des économistes)

Modération : Christian MÉNANTEAU (RTL)

10h35 - 11h50

Amphi Sextius

Session 6 - Et si on numérisait le contrat social ?

Cette session vise à réfléchir au contrat social face aux bouleversements induits par la révolution numérique.

Celle-ci désigne moins le développement de secteurs d'activité spécifiques qu'une dynamique transversale. Dans tous les secteurs ou presque, à l'instar de certaines plateformes de financement, le numérique offre la possibilité de faire fi des intermédiaires traditionnels et des dispositifs légaux qui leur étaient attachés (contrats, garanties, impôts...).

Les conséquences pour les individus s'annoncent radicales. Tandis que le consommateur risque de bénéficier d'un moindre niveau de garantie, le travailleur pourrait quant à lui voir son statut évoluer du salariat vers des formes plus souples. Le partage entre effort productif et loisir, et la distinction-même entre les deux, sont également affectés.

A l'heure où certains acteurs du numérique deviennent incontournables, qui sont les réels bénéficiaires de ces évolutions ? Faut-il distinguer une économie collaborative marchande et non marchande ? Comment l'Etat, en tant qu'arbitre, peut-il préserver certains équilibres et redéfinir le contrat social ?

Intervenants :

Thomas BUBERL (AXA)
Michel CICUREL (Michel Cicurel Conseil)
Diana FILIPPOVA (OuiShare)
Fen Osler HAMPSON (Centre for International Governance Innovation)
Gilles de MARGERIE (Humanis)

Coordination : Marc FERRACCI

(Le Cercle des économistes)

Modération : Bénédicte TASSART (RTL)

15h15 - 16h45

Amphi Sextius

Session 7- Mais pourquoi réduire les inégalités ?

La dialectique entre croissance, inégalité des chances et inégalités de résultat commande les recommandations de politique économique en matière d'inégalité. On peut vouloir réduire les inégalités en elles-mêmes, parce qu'on les trouve insupportables moralement. On peut vouloir aussi les réduire parce qu'elles entravent la croissance économique comme dans un certain nombre de pays en voie de développement.

Dans les pays développés, la relation entre croissance et inégalités reste compliquée et quelque part, il existe sans doute un bon niveau des inégalités qui tout à la fois ne décourage pas les individus de fournir les efforts nécessaires et tout à la fois n'introduit pas des disparités insupportables entre les conditions de départ offertes aux futurs adultes de la génération suivantes. Y a-t-il une hiérarchie entre les différents motifs de réductions des inégalités ? Est-il possible d'aboutir à un seuil d'inégalité satisfaisant l'ensemble de ces critères ?

Intervenants :

Louis GALLOIS (La Fabrique de l'industrie)
Camille LANDAIS (Prix du Meilleur Jeune Économiste 2016)
Branko MILANOVIĆ (CUNY-Graduate Center)
Stéphane PALLEZ (La Française des Jeux)
Guy STANDING (Basic Income Earth Network)

Coordination : Alain TRANNOY

(Le Cercle des économistes)

Modération : Guillaume GOUBERT (La Croix)

16h45 - 18h15

Amphi Sextius

Session 8 - Qu'est-ce qu'un contrat social performant ?

L'objectif d'un contrat social consiste – dans le respect de valeurs partagées – à mobiliser, développer et allouer les contributions individuelles à la vie et aux projets d'une collectivité. L'efficacité d'un contrat social peut se juger en fonction de l'analyse coûts/bénéfices de trois volets qui s'articulent autour du couple éthique et impératifs d'efficacité : une valorisation équitable des contributions, des systèmes d'assurances contre les risques (chômage, maladie, vieillesse), des assistances aux mobilités (sociale, professionnelle...).

L'efficacité du contrat social tient aussi à la façon dont il s'accorde avec les caractéristiques des systèmes productif et financier. Comment s'analysent ces complémentarités institutionnelles et quelles leçons doit-on en tirer ?

Enfin, le niveau optimal de construction et de mise en application du contrat est une source de questions importantes. La construction d'un contrat social européen ne serait-elle pas le bon moyen de renforcer la cohérence de la zone ? Que faudrait-il alors garder du principe de subsidiarité qui prévalait jusqu'ici en ce domaine ?

Intervenants :

Phillip BLOND (ResPublica)
Véronique DESCACQ (CFDT)
Sergei GURIEV (BERD)
Eric LOMBARD (Generali France)
Baudouin de MOUCHERON (Gide Loyrette Nouel)
Christopher PIERSON (Université de Nottingham)

Coordination : Jean-Paul POLLIN

(Le Cercle des économistes)

Modération : Isabelle GOUNIN-LÉVY (LCI)

Path 1 - Ideal Country: The Social Contract
8:40 am - 9:55 am

Amphi Sextius

Session 5 - Can The State Decide Everything?

The State's role is to uphold and adapt the social contract, to maintain social links and to guarantee the common good. But just how far does this role go? At what level of tax burden, public spending, deficit and debt do costs and benefits balance out? How do we avoid "more State" to achieve the "best of the State"? What place can the nation-state occupy in a now globalised economy (where globalisation could only be reversed at exorbitant cost)? What state reforms are appropriate for a Europe in a constant state of flux?

The sovereign dimension comes up against some new challenges: terrorism and new wars, security versus freedom, public justice or private arbitration, new guarantees on ownership versus optimal allocation. Just how far can private substitution go ("private" prisons, armies and justice)? Apart from the sovereignty aspect, the State's duties are to be considered in view of multiple social upheavals. How does the digital revolution force us to rethink health and education services? Does climate change alter the State's duties?

Speakers:

Pervenche BERÈS (Member, European Parliament)
Nicholas DUNGAN (Atlantic Council)
Eduardo GOUVÊA VIEIRA (FIRJAN)
Patrick HUBERT (Clifford Chance)
Jean-Charles de LASTEYRIE (Ricol Lasteyrie Corporate Finance)

Coordination: Pierre DOCKÈS

(Le Cercle des économistes)

Moderation: Christian MÉNANTEAU (RTL)

10:35 am - 11:50 am

Amphi Sextius

Session 6 - What If We Digitised The Social Contract?

This session will offer the opportunity to reflect on the social contract in the upheaval of the digital revolution.

This is less a revolution of specific business sectors than a cross-cutting dynamic. In every or almost every sector, like some finance platforms, digital technologies offer the opportunity to bypass traditional players and the legal architecture that was connected with them (contracts, guarantees, taxes, etc.).

The consequences for individuals promise to be profound. While consumers are at risk of seeing their level of guarantees slip, workers may see their status morph into more flexible forms of employment. The interaction between productive labour and leisure, and even the very distinction between the two, will also be affected.

In a day and age when certain digital players are becoming veritable fixtures of everyday life, who is really gaining from this change? Should the distinction be made between the merchant and non-merchant sharing economy? What can the State do, as arbitrator, to help preserve certain balances or redefine the social contract?

Speakers:

Thomas BUBERL (AXA)
Michel CICUREL (Michel Cicurel Conseil)
Diana FILIPPOVA (OuiShare)
Fen Osler HAMPSON (Centre for International Governance Innovation)
Gilles de MARGERIE (Humanis)

Coordination: Marc FERRACCI

(Le Cercle des économistes)

Moderation: Bénédicte TASSART (RTL)

3:15 pm - 4:45 pm

Amphi Sextius

Session 7 - But Why Reduce Inequalities?

The dialectic relationship among growth, unequal opportunities and disparate outcomes influences economic policy recommendations when it comes to inequality. We may wish to reduce inequalities because they are morally intolerable. We may also wish to reduce them because they are an obstacle to economic growth, as is the case in certain developing countries.

In developed countries, the relationship between growth and inequalities is still complicated and there is certainly some kind of "right" level of inequality, i.e. a level that does not discourage individuals from providing the necessary efforts but does not result in intolerable disparities in the conditions under which the next generation starts out in life. Can the different reasons for wanting to reduce inequalities be ranked? Is it possible to attain a level of inequality that satisfies all of those criteria?

Speakers:

Louis GALLOIS (La Fabrique de l'industrie)
Camille LANDAIS (Best Young Economist of France Award, 2016)
Branko MILANOVIC (CUNY-Graduate Center)
Stéphane PALLEZ (La Française des Jeux)
Guy STANDING (Basic Income Earth Network)

Coordination: Alain TRANNOY

(Le Cercle des économistes)

Moderation: Guillaume GOUBERT (La Croix)

4:45 pm - 6:15 pm

Amphi Sextius

Session 8 - What Is A Successful Social Contract?

The goal of a social contract is to comply with shared values in order to mobilise, develop and allocate individual contributions to a community's life and projects. The success of a social contract can be measured by analysing the costs and benefits of three dimensions that revolve around the notions of ethics and effectiveness: fair valuation of contributions, insurance against risks (unemployment, sickness and old age), and the promotion of mobility (social and professional).

This success also depends on how the social contract is aligned with the attributes of the financial and production systems. How are these institutional synergies analysed and what can we learn from them? Finally, there are also some important questions about the optimum level for the construction and application of the contract. Wouldn't the construction of a European social contract be a good way of strengthening the zone's unity? And in that case, what should we retain of the principle of «subsidiarity» that prevailed in this sphere until now?

Speakers:

Phillip BLOND (ResPublica)
Véronique DESCACQ (CFDT)
Sergei GURIEV (EBRD)
Eric LOMBARD (Generali France)
Baudouin de MOUCHERON (Gide Loyrette Nouel)
Christopher PIERSON (University of Nottingham)

Coordination: Jean-Paul POLLIN

(Le Cercle des économistes)

Moderation: Isabelle GOUNIN-LÉVY (LCI)

Parcours 2 - Les Opportunités Economiques du pays idéal
8h40 - 9h55

Amphi Latitude

Session 9 - L'innovation sert-elle vraiment la croissance ?

Les activités liées aux progrès du numérique ont des effets profondément ambivalents sur l'emploi et la croissance.

Nos représentations sociales sont bouleversées : alors que l'économie des plateformes (Uber, Airbnb, Netflix) menace ses contreparties traditionnelles (taxis, hôteliers, audiovisuel), les professions intermédiaires « routinisables » sont en voie d'être remplacées par de nouveaux outils (robots, algorithmes), accentuant la polarisation du marché du travail. Les nouvelles formes de travail, si elles offrent des opportunités aux personnes éloignées de l'emploi, tendent à fragiliser la protection des individus (clients, travailleurs).

Par ailleurs, certaines innovations, porteuses de nouvelles perspectives de croissance, suggèrent un changement de paradigme : ainsi les « biotechs » ouvrent-elles la voie au traitement de certaines maladies, mais à un prix difficilement compatible avec les formes actuelles de couverture sociale.

Comment tirer parti des opportunités créées par cette économie disruptive, tout en limitant les dérives ?

Intervenants :

Nicole ANDERSON (FinTech Circle Innovate)
Bernard GAINNIER (PwC France & Afrique Francophone)
Dominique LOUIS (Assystem)
James MANYIKA (McKinsey Global Institute)
Jean-Pierre MARTEL (Orrick Rambaud Martel)

Coordination : Anne PERROT

(Le Cercle des économistes)

Modération : Philippe MABILLE (La Tribune)

10h35 - 11h50

Amphi Latitude

Session 10 - Finance : arme de destruction massive ou bras armé des Etats ?

Baisses de PIB, destructions d'emploi, explosion des dettes publiques, efficacité amoindrie des politiques monétaires... la crise financière de 2007-2008 a plutôt fait apparaître la finance comme une arme de destruction massive de l'économie, de la confiance des ménages et de la classe politique de certains pays envers banques et marchés.

C'est pourtant bien la finance qui, favorisant la croissance de l'économie réelle, constitue un véritable « bras armé » des Etats. Mais la divergence d'approche des Etats rend difficile toute coopération internationale sur la régulation financière. Certains privilégient les marchés financiers et d'autres soutiennent l'activité bancaire ; certains Etats bâtissent une véritable stratégie – fonds souverain ou d'épargne retraite – d'autres adoptent des mesures populaires sans vision globale comme la taxe sur les transactions financières.

Les institutions financières internationales n'ont-elles pas une approche trop uniforme ? Le clivage entre les pays anglo-saxons et les pays d'Europe continentale n'est-il que le reflet d'une réponse différente à la question posée dans cette session ?

Intervenants :

Bertrand BADRÉ (Peterson Institute for International Economics)
Marie-Anne BARBAT-LAYANI (Fédération Bancaire Française)
Stéphane BOUJNAH (Euronext)
Gareth EVANS (Temasek Holdings)
Saïd IBRAHIMI (Casablanca Finance City Authority)
Isabelle MATEOS Y LAGO (BlackRock)

Coordination : Catherine LUBOCHINSKY

(Le Cercle des économistes)

Modération : Dominique SEUX (Les Echos)

15h15 - 16h45

Amphi Latitude

Session 11 - Entreprises et mondialisation : je t'aime, moi non plus

La mondialisation a sur les entreprises, qui en sont les acteurs majeurs, des effets ambivalents.

En répartissant leur chaîne de valeur dans un certain nombre de pays, les entreprises peuvent ainsi tirer parti des avantages comparatifs de chacun ; par ailleurs l'ouverture internationale leur donne accès à des marchés gigantesques, permettant des économies d'échelle et des économies d'envergure parfois considérables.

Si de nombreuses entreprises en tirent parti et renforcent ainsi leur compétitivité, les moins efficaces ou les moins adaptables courent en revanche le risque d'être évincées. Au sein même de celles-ci, la main d'œuvre non qualifiée des pays développés tend à être mise en concurrence avec celle, moins coûteuse, des pays du Sud, ce qui est source de déstabilisations importantes (délocalisations, mouvements sociaux), la force de travail étant moins susceptible de se déplacer géographiquement et sectoriellement que le capital.

Cette session analysera les effets positifs de la mondialisation sur les entreprises, mais aussi les facteurs de clivage (taille, secteur d'activité, business model, etc.), pour déterminer l'attitude que peut adopter un pays pour faire face à celle-ci.

Intervenants :

Suet-Fern LEE (Morgan Lewis Stamford LLC)
Muriel PÉNICAUD (Business France)
Georges PLASSAT (Groupe Carrefour)
Alexandre SAUBOT (UIMM)
Robert VASSOYAN (CISCO France)
Wilfried VERSTRAETE (Euler Hermes)

Coordination : Dominique ROUX

(Le Cercle des économistes)

Modération : Thierry FABRE (Challenges)

16h45 - 18h15

Amphi Latitude

Session 12 - Qui sont les créateurs de richesses ?

La question de l'origine de la richesse a toujours passionné les économistes, qui ont pu voir celle-ci dans les métaux précieux (mercantilistes), la production agricole (physiocrates) ou encore dans le travail lui-même (« classiques »).

Dans nos économies modernes, c'est l'innovation qui devient le principal moteur de la création de richesses. Quels en sont les principaux acteurs: les grandes entreprises, avec leurs capacités de recherche et d'investissement, ou bien les petites (ou micro) entreprises ou les entrepreneurs individuels? La place d'autres secteurs et acteurs mérite aussi d'être interrogée: il y a le rôle du secteur financier (banques d'investissement, capital-risque, business angels, private equity... quel est le meilleur environnement financier pour favoriser l'innovation ?), il y a l'Etat (comment doit-il se réorganiser pour s'adapter aux nécessités d'une économie de l'innovation), il y a également la société civile, les associations ou simples particuliers, dont les activités, parfois non comptabilisées: quel rôle jouent-ils dans la création de valeur? Si comme l'affirmait Jean Bodin « Il n'est de richesse ni de force que d'hommes », la vraie création de valeur ne se trouve-t-elle pas dans le développement approfondi d'un « capital humain » pour que nous soyons tous créateurs de richesses ?

Intervenants :

Michel BOYON (Jeantet)
Nicolas DUFOURCQ (Bpifrance)
Antoine FRÉROT (Veolia)
Kathryn GRADDY (Université Brandeis)
Christian KAMAYOU (MyAfricanStartup)
Rémy WEBER (La Banque Postale)

Coordination : Philippe AGHION

(Le Cercle des économistes)

Modération : Philippe ESCANDE (Le Monde)

Path 2 - Ideal Country: Economic Dynamism

8:40 am - 9:55 am

Amphi Latitude

Session 9 - Does Innovation Really Serve Growth?

Human activity resulting from the progress of digital technology has had profoundly ambivalent effects on employment and growth.

Our social representations have been transformed: as the platform-based economy (Uber, AirBnB, Netflix) develops into a real threat for traditional players (taxi drivers, hotel owners, the audiovisual sector), intermediary «routinisable» professions are progressively replaced by new tools (robots, algorithms), accentuating the polarisation of the labour market. While these new forms of work offer opportunities to those kept out of the labour market, they tend to weaken protection for individuals (customers, workers).

Furthermore, certain innovations, ushering in new growth prospects, also suggest a change in paradigm: for instance, «biotechs» pave the way for treating certain diseases, but at a price that is hard to reconcile with today's forms of social coverage.

How can we take advantage of the opportunities created by this disruptive economy, all the while keeping it in order?

Speakers:

Nicole ANDERSON (FinTech Circle Innovate)
Bernard GAINNIER (PwC France and Francophone Africa)
Dominique LOUIS (Assystem)
James MANYIKA (McKinsey Global Institute)
Jean-Pierre MARTEL (Orrick Rambaud Martel)

Coordination: **Anne PERROT**

(Le Cercle des économistes)

Moderation: **Philippe MABILLE** (La Tribune)

10:35 am - 11:50 am

Amphi Latitude

Session 10 - Finance: Weapon Of Mass Destruction Or Armed Wing Of States?

What with falling GDP, job losses, escalating public debt and weakened monetary policies, the 2007-2008 crisis left finance looking more like a weapon of mass destruction, hitting the economy, and household and political confidence in banks and markets in certain countries.

Yet it is finance that serves as the States' "armed wing" by enabling the real economy to grow. The fact that States take very different approaches complicates international cooperation on financial regulation. Sometimes the priority is on developing financial markets, while on occasion it is a case of keeping up strength and competition between banks. At other times, the focus is on more popular measures that lack a global vision (e.g. tax on financial transactions).

Do international financial institutions take the "one size fits all" approach too far? Isn't the divide between the English-speaking world and continental Europe an illustration of the different approaches to the question put in this session's title?

Speakers:

Bertrand BADRÉ (Peterson Institute for International Economics)
Marie-Anne BARBAT-LAYANI (French Banking Federation)
Stéphane BOUJNAH (Euronext)
Gareth EVANS (Temasek Holdings)
Saïd IBRAHIMI (Casablanca Finance City Authority)
Isabelle MATEOS Y LAGO (BlackRock)

Coordination: **Catherine LUBOCHINSKY**

(Le Cercle des économistes)

Moderation: **Dominique SEUX** (Les Echos)

3:15 pm - 4:45 pm

Amphi Latitude

Session 11 - A Love-Hate Relationship Between Businesses And Globalisation?

The effects of globalisation on businesses –key stakeholders in the process– are ambivalent.

As they break down their value chain in a number of countries, companies can make the most of the comparative benefits of each one. At the same time, an international outlook gives them access to huge markets, enabling often considerable economies of scale.

Although many businesses take advantage of this and boost their competitiveness, the least efficient or least willing to adapt tend to be pushed out. In those firms, the unskilled workforce in developed countries will end up competing with cheaper labour in Southern countries, which results in significant disruption (offshoring, social unrest, etc.), as the workforce is less likely than capital to move from one place to another or from one sector to another.

This session will look at the effects of globalisation on businesses, the factors contributing to the divide (size, sector, business model, etc.) and the approaches that a country can adopt to tackle this.

Speakers:

Suet-Fern LEE (Morgan Lewis Stamford LLC)
Muriel PÉNICAUD (Business France)
Georges PLASSAT (Carrefour Group)
Alexandre SAUBOT (UIMM)
Robert VASSOYAN (CISCO France)
Wilfried VERSTRAETE (Euler Hermes)

Coordination: **Dominique ROUX**

(Le Cercle des économistes)

Moderation: **Thierry FABRE** (Challenges)

4:45 pm - 6:15 pm

Amphi Latitude

Session 12 - Who Creates Wealth?

Economists have long been passionate about the source of wealth, which some have seen in precious metals (the mercantilists), others in agricultural production (the physiocrats) or labour itself (classical authors).

In our modern economies, innovation has become the main driver of wealth creation. What are its main actors: the biggest companies, with their considerable research and investment capacities, or small (or micro) companies and individual entrepreneurs? The role of other sectors and stakeholders should also be taken into consideration, including the financial sector (investment banks, venture capital, business angels, private equity... which financial environment is the more conducive to innovation?); State (how should it reform to fit the requirements of an economy of innovation?); and also civil society –not-for-profit organisations or individuals– whose activities are not often taken into account. What is their role in value creation?

As Jean Bodin said, "the only wealth is man" so does genuine value creation lie in the further development of "human capital" (education, health), making us all a source of wealth?

Speakers:

Michel BOYON (Jeantet)
Nicolas DUFOURCQ (Bpifrance)
Antoine FRÉROT (Veolia)
Kathryn GRADY (Brandeis University)
Christian KAMAYOU (MyAfricanStartUp)
Rémy WEBER (La Banque Postale)

Coordination: **Philippe AGHION**

(Le Cercle des économistes)

Moderation: **Philippe ESCANDE** (Le Monde)

Parcours 3 - Les Territoires du pays idéal
8h40 - 9h55

Amphi Cassin

Session 13 - La conquête des territoires est-elle toujours d'actualité ?

L'histoire du monde, autrement dit (bien souvent) celle de ses guerres, a été celle de la course aux territoires. Mais il s'agissait alors de terres, de mers, d'accès aux richesses minières et aux voies de communication. Le territoire était surtout géographique.

Est-ce que ceci va continuer de manière « classique », comme on le voit avec la montée des tensions en Europe, en Afrique-Moyen Orient et en Asie désormais, autour de la mer de Chine entre Chine, Vietnam et Japon ?

Est-ce que ceci va se doubler de nouvelles tensions sur de nouveaux territoires : ceux des langues, des droits de propriété, des fiscalités, des monnaies (et des juridictions qui leur sont liées), des ondes... ?

La mondialisation fait naître des risques croissants et interdépendants entre anciens et nouveaux territoires. Comment ceci va-t-il évoluer ? Allons-nous vers un monde polycritique où le concept de territoire aura éclaté, voire disparu ? Que deviennent alors la propriété et la sécurité – donc la croissance ? Comment définir des territoires dans ce monde post Westphalien – pour avancer ?

Intervenants :

Chris BATES (Bitland)
Leonid GRIGORYEV (Institute for Energy and Finance)
Laurent MOREL (Klépierre)
Jérôme NANTY (Transdev)
Erik ORSENA (Académie Française)

Coordination : **Christian STOFFAËS**
 (Le Cercle des économistes)

Modération : **Dominique ROUSSET** (France Culture)

10h35 - 11h50

Amphi Cassin

Session 14 - La frontière a-t-elle un rôle économique ?

Alors que dans un contexte de mondialisation croissante la notion de frontière semblait reléguée au second plan, celle-ci revient sur le devant de la scène au travers, en particulier, de la question très médiatisée des migrations. Qu'est-ce qu'une frontière et quel est son rôle économique ?

Cette session se propose de répondre à ces interrogations en traitant du rôle économique de la frontière dans ses dimensions historique, commerciale, environnementale et sanitaire, monétaire et financière, et démographique. Seront ainsi abordés l'historique des frontières et leur évolution, la réduction et la suppression des droits de douane parallèlement à l'importance croissante des mesures non tarifaires, l'instauration d'accords régionaux et de zones de libre-échange, l'impact des mesures sanitaires et phytosanitaires sur les exportations, l'extraterritorialité en matière bancaire et financière, et les effets des mouvements migratoires.

Intervenants :

Jacques ASCHENBROICH (Valeo)
Alain BENTÉJAC (ARTELIA)
Jean-Frédéric de LEUSSE (UBS)
Ramón de MIGUEL (Ambassadeur d'Espagne en France)
Helen MILNER (Université de Princeton)
Alan WINTERS (Université du Sussex)

Coordination : **Valérie MIGNON**
 (Le Cercle des économistes)

Modération : **Assane DIOP** (RFI)

15h15 - 16h45

Amphi Cassin

Session 15 - Le monde est-il devenu villes ?

Les territoires et leur aménagement influencent profondément les comportements de production et de consommation de leurs habitants. La tendance, généralement renforcée par les dynamiques d'exode rural, est à la bipolarisation croissante entre des centres urbains attractifs agglomérant les activités – économiques, financières, sociales, culturelles – et des territoires périphériques – ruraux ou même périurbains – au dynamisme moindre, et parfois délaissés. Dans une économie mondialisée, les métropoles sont-elles devenues, plutôt que les pays, les véritables détentrices de la puissance économique et actrices de la concurrence internationale ?

D'autre part, alors que les défis générés au sein-même des pays sont nombreux et divers – désertification rurale dans les pays développés, urbanisation incontrôlée dans les pays en développement – comment préserver la cohésion sociale et nationale et faire face à la ségrégation croissante des territoires ? Quelles sont les perspectives offertes par les outils de la *Smart City* ?

Cette session s'attachera à analyser ces dynamiques et le rôle que doivent s'assigner les politiques publiques pour y faire face.

Intervenants :

Elisabeth BORNE (Groupe RATP)
Fouad BRINI (Autorité du Port de Tanger Med)
Michel DERDEVET (Enedis)
Kemal DERVIŞ (Brookings Institution)
Jacques LE PAPE (Air France-KLM)

Coordination : **Jean-Marie CHEVALIER**
 (Le Cercle des économistes)

Modération : **Vincent GIRET** (Le Monde)

16h45 - 18h15

Amphi Cassin

Session 16 - Les territoires peuvent-ils être durables ?

La COP21 a débouché en décembre 2015 sur un Accord de Paris tout autant historique (près de 200 Etats ont validé une stratégie nouvelle)... qu'insuffisant car les engagements nationaux restent très loin de l'objectif de 2°C.

Mais l'intense négociation sur le site du Bourget a également mis en avant la mobilisation des acteurs non gouvernementaux : entreprises, ONG et, surtout, villes et collectivités territoriales. Depuis 2006, plus de 50% des humains vivent en ville et, en 2050, cette proportion sera supérieure à 70 % (80% même dans l'OCDE). La lutte contre le changement climatique se jouera donc, très largement, dans leur périmètre où émergeront les nouvelles sociétés « bas carbone ». Cette capacité à réinventer les systèmes énergétiques, la mobilité, l'habitat, dans un environnement riche en big data, constituera non seulement un facteur déterminant dans la lutte contre le changement climatique, mais sera l'axe essentiel de la concurrence entre métropoles.

Intervenants :

Alberto NADAL (Secrétaire d'État pour l'Énergie, Espagne)
Luigi de PAOLI (Université Bocconi)
Florence PARLY (Groupe SNCF)
Emily REICHERT (Greentown Labs)

Coordination : **Patrice GEOFFRON**
 (Le Cercle des économistes)

Modération : **Éric LE BOUCHER** (Slate.fr / Les Echos)

Path 3 - Ideal Country: Territories
8:40 am - 9:55 am

Amphi Cassin

Session 13 - Is The Conquest Of New Territories Still On The Agenda?

The World's history, also (frequently) known as that of its wars, has been a race for new territories. Those territories were lands, seas, access to abundant mines and communications channels. Territory was above all a geographic concept.

Will this now continue in «traditional» form, as exemplified by the rising tensions in Europe, Africa-Middle East and Asia now, around the South China Sea, between China, Vietnam and Japan?

Will it be joined by new tensions in new territories: around language, property rights, taxation, currency (and the jurisdictions connected with them), waves... ? Globalisation is bringing about growing and inter-dependent risks between old and new territories. How will all of this develop? Are we headed toward a «polycritical» world, in which the concept of territory will have been shattered or even gone out of being? What will become of property and security – and thus, growth? How should territories be defined in this post-Westphalian world, in order to enable progress?

Speakers:

Chris BATES (Bitland)
Leonid GRIGORYEV (Institute for Energy and Finance)
Laurent MOREL (Klépierre)
Jérôme NANTY (Transdev)
Erik ORSENNA (Académie Française)

Coordination: **Christian STOFFAËS**
(Le Cercle des économistes)

Moderation: **Dominique ROUSSET** (France Culture)

10:35 am - 11:50 am

Amphi Cassin

Session 14 - Do Borders Play An Economic Role?

While in an increasingly global world, the concept of borders appears to be of secondary relevance, it is coming back to the fore, in particular, through the highly publicised issue of migration. What is a border and what is its economic role?

This session endeavours to respond to these questions, by delving into the economic role of borders in their historical, commercial, environmental and health-related, monetary, financial and demographic aspects. Consequently, we will address the history of borders and their development over time, the reduction and abolition of tariffs alongside the growing prominence of non-tariff measures, the institution of regional agreements and free trade areas, the impact of health-related and phyto-sanitary measures on exports, extraterritoriality in banking and finance and the effects of migratory circulation.

Speakers:

Jacques ASCHENBROICH (Valeo)
Alain BENTÉJAC (ARTELIA)
Jean-Frédéric de LEUSSE (UBS)
Ramón de MIGUEL (Ambassador of Spain to France)
Helen MILNER (Princeton University)
Alan WINTERS (University of Sussex)

Coordination: **Valérie MIGNON**
(Le Cercle des économistes)

Moderation: **Assane DIOP** (RFI)

3:15 pm - 4:45 pm

Amphi Cassin

Session 15 - Do Cities Rule The World?

Territories and their development have a very deep influence on the production and consumption behaviours of their inhabitants. There is a trend, largely reinforced by the dynamics of rural exodus, towards greater bipolarisation between attractive urban centres concentrating economic, financial, social and cultural activities, and peripheral territories –rural or suburban– that are less dynamic and sometimes neglected altogether. In a global economy, have the large conurbations, rather than countries, become the real holders of economic power and stakeholders in international competition?

At the same time, while the challenges that exist within countries are numerous and varied –rural desertification in developed countries, uncontrolled urbanisation in developing countries– how do we preserve social and national cohesion and deal with the growing segregation of territories? What perspectives do *Smart City* tools offer?

This session will analyse these dynamics and the role to be played by public policies in response.

Speakers:

Elisabeth BORNE (RATP Group)
Fouad BRINI (Tanger Med Port Authority)
Michel DERDEVET (Enedis)
Kemal DERVIŞ (Brookings Institution)
Jacques LE PAPE (Air France-KLM)

Coordination: **Jean-Marie CHEVALIER**
(Le Cercle des économistes)

Moderation: **Vincent GIRET** (Le Monde)

4:45 pm - 6:15 pm

Amphi Cassin

Session 16 - Can Territories Be Sustainable?

The COP21 in December 2015 culminated in a Paris Agreement which was as historical –nearly 200 nations approved a new strategy– as it was inadequate: national commitments remaining far below the 2°C target.

However, the intense negotiations in Le Bourget also cast the spotlight on highly-mobilised non-governmental players: enterprises, NGOs and, above all, cities and local authorities. Since 2006, over 50% of humanity has been living in cities and, in 2050, that percentage will have grown to over 70% (even 80% in OECD countries). The fight against climate change will thus, in very large part, play out on the very turf where new «low-carbon» societies are expected to emerge. This ability to re-invent energy systems, mobility and housing, in a Big Data environment, will be not only a decisive factor in the fight against climate change, but will prove to be the key factor for competing metropolises.

Speakers:

Alberto NADAL (Secretary of State for Energy, Spain)
Luigi de PAOLI (Bocconi University)
Florence PARLY (SNCF Group)
Emily REICHERT (Greentown Labs)

Coordination: **Patrice GEOFFRON**
(Le Cercle des économistes)

Moderation: **Éric LE BOUCHER** (Slate / Les Echos)

Parcours 4 - La Population dans un pays idéal
8h40 - 9h55

Amphi Bruno Etienne

Session 17 - Comment bénéficier de la contrainte démographique ?

Les effets liés à la démographie s'anticipent assez bien. Ainsi, avons-nous une idée assez claire et précise de ce que seront les populations en âge de travailler et les populations retraitées au cours des vingt prochaines années, et donc de ce que seront nos capacités de création de richesses. Les incertitudes démographiques se concentrent sur l'espérance de vie et la natalité qui ne devraient guère affecter ces capacités, ainsi que sur les mouvements migratoires dont le potentiel pourrait être significatif.

Comment inciter nos sociétés à anticiper les contraintes démographiques et à en gérer dès aujourd'hui les conséquences ? Les stratégies pour anticiper ces contraintes, tant l'allongement de la durée de vie active, que la constitution d'une épargne retraite/dépendance ou les mouvements migratoires, ne s'improvisent pas, pour des raisons à la fois humaines et techniques. Cette session tentera d'apporter des réponses à ces interrogations, forcément différenciées selon les économies concernées et les flux qu'elles entretiennent entre elles. La session discutera aussi les scénarios de rupture démographique, leurs causes, leur probabilité et leurs conséquences potentielles.

Intervenants :

David BERRY (Seres Therapeutics)
Tito BOERI (Administration de la Sécurité sociale italienne)
Jean Kacou DIAGOU (Groupe NSIA)
Philippe SETBON (Groupama Asset Management)
Klaus ZIMMERMANN (Université Harvard)

Coordination : **Philippe TRAINAR**
 (Le Cercle des économistes)

Modération : **Patrick LELONG** (France info)

10h35 - 11h50

Amphi Bruno Etienne

Session 18 - Y a-t-il un modèle d'intégration ?

Le degré d'intégration des personnes immigrées dans le pays qui les accueille dépend de très nombreux facteurs, historiques, culturels, socio-économiques et également des politiques mises en place par les diverses administrations impliquées aux niveaux local, national et, pourquoi pas, supranational.

Il est évidemment difficile de distinguer simplement, ou de façon univoque, une personne intégrée d'une personne qui ne le serait pas ; il est encore plus difficile de s'entendre sur ce que serait le bon niveau d'intégration. Tout ceci rend les comparaisons entre les pays et les époques périlleuses et polémiques. C'est pourtant le défi que nous souhaitons relever dans cette session avec un seul objectif : parler d'intégration à l'heure où les flux migratoires s'accroissent et où les tentations de repli sur un entre-soi fantasmé s'exacerbent en Europe.

Les participants à la session seront invités à évoquer des modèles d'intégration innovants ou qui ont fait leurs preuves afin de réfléchir ensemble aux politiques à mettre en œuvre.

Intervenants :

Sofia FALK (We are the StoryDoers)
Jennifer HUNT (Université Rutgers)
Jacques KABALE (Ambassadeur du Rwanda en France)
Felwine SARR (Université Gaston Berger)

Coordination : **Hippolyte d'ALBIS**
 (Le Cercle des économistes)

Modération : **Sabine DELANGLADE** (Les Echos)

15h15 - 16h45

Amphi Bruno Etienne

Session 19 - Un marché du travail pour tous !

Les pays dont l'emploi a rebondi après la crise - Italie, Espagne, Portugal - ont tous mené d'importantes réformes du marché du travail. En Allemagne ou dans les pays Scandinaves, la formation des jeunes et des publics les moins qualifiés est une priorité pour l'Etat et les partenaires sociaux.

Aujourd'hui, la situation du marché du travail en France est devenue plus que préoccupante. Le chômage n'a jamais été aussi élevé depuis la seconde guerre mondiale. Les plus fragiles sont exclus du marché du travail : le taux de chômage des jeunes frise les 25%, le double dans certains territoires ; le chômage des seniors est un phénomène de longue durée ; 4 chômeurs sur 5 n'ont pas dépassé le Bac.

En France, le risque de chômage est non seulement élevé mais aussi très inégalitaire, ce qui entretient la défiance en direction des institutions, et nourrit aussi parfois la radicalité. Sur quels pays la France peut-elle prendre exemple pour améliorer le fonctionnement d'ensemble du marché du travail ? Comment peut-elle favoriser l'employabilité des jeunes, des seniors, des personnes faiblement qualifiées et de celles issues de l'immigration ?

Intervenants :

Christophe CATOIR (Groupe Adecco France)
Jérôme CHARTIER (Député, Assemblée Nationale, France)
Alan KRUEGER (Université de Princeton)
Robert LAWRENCE (Université Harvard)
Pedro MARTINS (Université de Londres)
Claire TOUMIEUX (Allen & Overy)

Coordination : **Stéphane CARCILLO**
 (Le Cercle des économistes)

Modération : **Bruna BASINI** (Le Journal du Dimanche)

16h45 - 18h15

Amphi Bruno Etienne

Session 20 - Le capital humain est-il l'avenir des pays ?

La notion de capital humain peut prendre plusieurs sens. Dans une vision « productiviste », le capital humain constitue l'ensemble des connaissances, et autres ressources immatérielles dont dispose un individu pour contribuer à la production de richesses. Cette vision peut être élargie : au-delà de l'activité productive, les capacités d'un individu à exercer pleinement ses choix dépendent de manière cruciale de ses connaissances – donc de sa formation – et de sa santé. Prendre soin du capital humain, c'est veiller à ce que chacun développe l'ensemble de ses capacités, productives et autres. Le travail étant la principale source de revenus, l'accès à l'emploi doit également figurer parmi les objectifs principaux du maintien et du développement du capital humain.

Comment adapter la formation, initiale et continue, pour préparer au mieux les futurs travailleurs aux emplois de demain, voire d'après-demain, dans un monde qui connaît de fortes mutations technologiques ? Si le maintien de la santé va au-delà de l'objectif d'un « corps productif », pourquoi l'accès aux soins de santé devrait-il rester lié à l'exercice d'une activité salariée ouvrant des droits sociaux ?

Intervenants :

Olivier KLEIN (BRED)
Philippe LAMOUREUX (Le Leem)
Monique LEROUX (Alliance Coopérative Internationale)
Bertin NAHUM (Medtech)
Margaret RAYMOND (Université de Stanford)
Jean-Paul VERMÈS (CCIP)

Coordination : **Pierre-Yves GEOFFARD**
 (Le Cercle des économistes)

Modération : **Anne-Sylvaine CHASSANY** (The Financial Times)

Path 4 - Ideal Country: Population
8:40 am - 9:55 am

Amphi Bruno Etienne

Session 17 - How To Benefit From The Demographic Constraint?

The effects of demography are fairly easy to anticipate. We therefore have quite a clear and accurate idea of the populations that will be of a working age or retired over the next twenty years, and thus what our wealth creation capacities will be. Demographic uncertainty mainly lies in life expectancy and birth rates, which hardly affect these capacities, and in migratory movements – the potential of which may be considerable.

How do we force our societies to anticipate demographic constraints and start managing the consequences today? The strategies applied to preempt these constraints, such as extending working life, setting aside retirement/dependency savings or migration, cannot be improvised, both for human and technical reasons. This session will look for answers to these questions, answers that will evidently differ depending on the economies concerned and the flows that occur between them. We will also discuss demographic rupture scenarios, their causes, their probability and the potential consequences.

Speakers:

David BERRY (Seres Therapeutics)
Tito BOERI (Italian Social Security Administration)
Jean Kacou DIAGOU (NSIA Group)
Philippe SETBON (Groupama Asset Management)
Klaus ZIMMERMANN (Harvard University)

Coordination: **Philippe TRAINAR**
 (Le Cercle des économistes)

Moderation: **Patrick LELONG** (France info)

10:35 am - 11:50 am

Amphi Bruno Etienne

Session 18 - Is There Such A Thing As An Integration Model?

The degree to which immigrants integrate into the society hosting them depends on a large number of factors –historical, cultural, and socio-economic as well as political– through the measures taken by administrative agencies involved at the local, national and even supra-national levels.

It is obviously difficult to simply and categorically distinguish an integrated person from one who is not; it would be even more difficult to come to common terms with what the appropriate level of integration is. All of this makes comparisons between countries and periods of time both treacherous and controversial. It is nonetheless the challenge we will take on during this session, with a single aim: to discuss integration as migratory flows thicken and the temptation of pulling back into an idealised home community is felt more and more acutely across Europe.

Session participants will be invited to offer examples of innovative or proven integration models, opening up discussion as to the policies that should be implemented.

Speakers:

Sofia FALK (We are the StoryDoers)
Jennifer HUNT (Rutgers University)
Jacques KABALE (Ambassador of Rwanda to France)
Felwine SARR (Gaston Berger University)

Coordination: **Hippolyte d'ALBIS**
 (Le Cercle des économistes)

Moderation: **Sabine DELANGLADE** (Les Echos)

3:15 pm - 4:45 pm

Amphi Bruno Etienne

Session 19 - A Labour Market For All!

The countries in which employment rebounded after the crisis –Italy, Spain and Portugal– all conducted sweeping labour market reforms. In Germany and in the Scandinavian countries, training for young people and less-qualified groups has been made a priority by the State and social partners.

Today, the situation of France's labour market is increasingly becoming cause for concern. Never since World War II has unemployment been so high. The most vulnerable groups are kept out of the labour market: amongst young people, unemployment is near 25%, and twice that much in certain territories; unemployment in the senior population is by definition long-term; and 4 out of every 5 unemployed persons do not hold a Bacalauréate.

In France, the risk of unemployment is not only high, but also very unevenly spread, thus sustaining the wariness in society toward institutions, and sometimes providing fodder to radical movements. To which countries can France look to improve the way its labour market works overall? How can it help young people, senior workers, the under-qualified and those born of immigration become better suited to the job market?

Speakers:

Christophe CATOIR (Groupe Adecco France)
Jérôme CHARTIER (Member, Assemblée Nationale, France)
Alan KRUEGER (Princeton University)
Robert LAWRENCE (Harvard University)
Pedro MARTINS (University of London)
Claire TOUMIEUX (Allen & Overy)

Coordination: **Stéphane CARCILLO**
 (Le Cercle des économistes)

Moderation: **Bruna BASINI** (Le Journal du Dimanche)

4:45 pm - 6:15 pm

Amphi Bruno Etienne

Session 20 - Is Human Capital The Future Of Countries?

The notion of human capital can take on several meanings. In a productivity-focused vision, human capital is all the knowledge and other immaterial resources that an individual has available to make a contribution to wealth creation. This vision may be extended: beyond the productive activity, an individual's capacity to freely enact his choices is critically dependent on their knowledge –and therefore his training– and his health. Taking care of human capital means making sure that everyone is able to develop all their capacities, productive or otherwise. Since work is the main source of income, access to jobs must also be one of the main goals of maintaining and developing human capital.

How do we adapt education and vocational training to better prepare future workers for the jobs of tomorrow –or those of a more distant future– in a world undergoing huge technological change? If protecting health is not only concerned with the “productive body”, why should access to healthcare remain linked to salaried work entitling people to welfare benefits?

Speakers:

Olivier KLEIN (BRED)
Philippe LAMOUREUX (Le Leem)
Monique LEROUX (International Cooperative Alliance)
Bertin NAHUM (Medtech)
Margaret RAYMOND (Stanford University)
Jean-Paul VERMÈS (CCIP)

Coordination: **Pierre-Yves GEOFFARD**
 (Le Cercle des économistes)

Moderation: **Anne-Sylvaine CHASSANY** (The Financial Times)

Parcours 5 - Les Politiques Économiques du pays idéal
8h40 - 9h55

Amphi Zyromski

Session 21 - Nos politiques économiques sont-elles efficaces ?

L'étude de l'efficacité des politiques économiques est malaisée, tant dans la perspective *ex ante* qu'*ex post*.

Dans la majorité des pays de l'OCDE, les canaux traditionnels des politiques économiques se sont asséchés : les niveaux d'endettement perçus comme trop importants contraignent les politiques budgétaires expansionnistes et les taux directeurs proches de zéro restreignent les impacts des opérations d'open market.

Savoir que les politiques traditionnelles sont inefficaces suppose de pouvoir les évaluer. Comment mesurer l'efficacité des politiques économiques ? N'est-il possible d'évaluer l'efficacité des politiques économiques qu'*ex post* ? A l'heure où les banques centrales pratiquent des politiques dites non-conventionnelles (assouplissement quantitatif ou encore assouplissement du crédit), il est en effet difficile d'anticiper leurs effets.

Outre ces questions d'évaluations stricto sensu, la session aura pour objectif de proposer des pistes de réflexion sur la mise en œuvre des politiques. Quel niveau de décision pour quelle politique économique (échelon plus ou moins local selon le type de politique) ?

Intervenants :

Louka KATSELI (Banque Nationale de Grèce)
 Mthuli NCUBE (Ancien Vice-Président de la Banque Africaine de Développement)
 Christopher POTTS (Kepler Cheuvreux)
 Jyotsna PURI (International Initiative for Impact Evaluation)
 Jean-Michel SIX (S&P Global Ratings)

Coordination: Pierre JACQUET
 (Le Cercle des économistes)

Modération : Marie VISOT (Le Figaro)

10h35 - 11h50

Amphi Zyromski

Session 22 - Faut-il enterrer Keynes ?

Lors des années 1930, Keynes révolutionne l'analyse économique : en cas d'équilibre de sous-emploi, l'Etat doit en effet se substituer aux agents privés pour relancer la demande globale. Ses conclusions inspireront les politiques monétaires et budgétaires de « stop and go » mises en place dans les décennies suivantes dans l'OCDE.

Si celles-ci ont été largement remises en cause depuis les années 1970, notamment du fait de l'efficacité amoindrie des politiques conjoncturelles en économie ouverte, les réflexes keynésiens semblent perdurer, si l'on en juge par les politiques monétaires et budgétaires expansionnistes mises en place à la suite de la crise de 2007-2008 notamment.

Dans la plupart des pays de l'OCDE, la période actuelle est trouble : la politique budgétaire semble contrainte par des seuils à ne pas franchir, tandis que la politique monétaire est largement expansionniste. Les politiques économiques ne sont donc ni tout à fait keynésiennes, ni complètement libérales. Que reste-t-il des apports de Keynes dans nos politiques économiques, et que faut-il en garder ?

Intervenants :

Pierre-René LEMAS (Groupe Caisse des Dépôts)
 Guillermo PERRY (Ancien Ministre des Finances, Colombie)
 Philippe VIDAL (CIC)
 Guntram WOLFF (Bruegel)
 Charles WYPLOSZ (Institut de Hautes Études Internationales et du Développement)

Coordination: Patrick ARTUS
 (Le Cercle des économistes)

Modération : Anne-Sylvaine CHASSANY (The Financial Times)

15h15 - 16h45

Amphi Zyromski

Session 23 - La fiscalité peut-elle encore servir l'attractivité ?

La capacité des Etats à répartir les gains de l'intégration économique via la fiscalité est clé pour l'avenir de nos sociétés, à l'heure où celles-ci s'interrogent sur la mondialisation.

Le débat s'articule entre deux types de prélèvements : sur les entreprises (en particulier l'impôt sur le bénéfice des sociétés multinationales) et sur les personnes physiques (impôts sur le revenu, sur la richesse, sur les successions). Si d'importants progrès ont été opérés au niveau international à travers l'échange automatique d'information et l'opération BEPS (Base Erosion and Profit Shifting) de l'OCDE, ces initiatives ne visent pas à limiter la concurrence fiscale « loyale » (baisse des taux et/ou réduction des assiettes d'imposition)

Si l'on assigne à la fiscalité un rôle de redistribution des richesses, comment combiner celle-ci avec l'attractivité fiscale ? Si à l'inverse on met l'accent sur l'égalité des chances au départ, comment amener le capital et le travail qualifié à participer au financement d'un service public de qualité (éducation, soins de santé) ? Dans les deux cas, la mobilité croissante des « talents » modifie-t-elle les termes de l'arbitrage entre prélèvements sur le travail et sur le capital ? Cette table ronde se concentrera sur la fiscalité pesant directement sur les personnes physiques.

Intervenants :

Ufuk AKCIGIT (Université de Chicago)
 Gérard BEKERMAN (AFER)
 Jean-Jacques GUIONY (LVMH)
 Kako NUBUKPO (Ancien Ministre de la Prospective et de l'Évaluation des Politiques Publiques, Togo)
 Georges TERRIER (Davis Polk)

Coordination: Agnès BÉNASSY-QUÉRE
 (Le Cercle des économistes)

Modération : Jean-Pierre ROBIN (Le Figaro)

16h45 - 18h15

Amphi Zyromski

Session 24 - La culture est-elle une force de frappe économique ?

Les temps sont lointains où la culture semblait à l'écart de l'économie. Les études qui mesurent la place du secteur culturel dans l'économie ou insistent sur ses externalités se multiplient.

Chez nombre d'économistes, ce sont les spécificités de l'économie de la culture qui sont mises en avant : faut-il aider la production de spectacle vivant du fait d'un déficit structurel de productivité, comme le suggérait William Baumol dès le milieu des années 1960 aux Etats-Unis ? Comment les marchés de l'art se développent-ils, entre valeurs supposées refuge et tentations spéculatives ? Quelle protection sociale est-il légitime d'offrir aux artistes ? Comment les industries culturelles, confrontées précocement au numérique, ont-elles mis en place des modèles d'affaires innovants ? Le droit d'auteur doit-il évoluer et dans quelle direction ? Les protections adoptées autrefois – quotas d'œuvres européennes à la télévision, loi sur le prix unique du livre – demeurent-elles adaptées à un univers digital ? Comment les pratiques culturelles évoluent-elles, à quelles conditions le « tout gratuit » peut-il être évité ?

Intervenants :

Tonjé BAKANG (Afreestream)
 Christopher BALDELLI (RTL)
 Patricia BARBIZET (Artémis)
 Taher GHALIA (Institut National du Patrimoine, Tunisie)
 Ilde RIZZO (Université de Catania)
 Ghassan SALAMÉ (Ancien Ministre de la Culture, Liban)
 JP SINGH (Université George Mason)

Coordination: Françoise BENHAMOU
 (Le Cercle des économistes)

Modération : Elisabeth CHAVELET (Paris Match)

Path 5 - Ideal Country: Economic Policies
8:40 am - 9:55 am

Amphi Zyromski

Session 21 - Are Our Economic Policies Effective?

Studying the effectiveness of economic policies is no easy task, whether from an *ex ante* or *ex post* viewpoint.

In most OECD countries, the conventional channels for economic policy have been exhausted: debt levels are seen as too high, restricting expansionary fiscal policies, while base rates close to zero limit the impacts of open market operations.

Stating that traditional policies are ineffective implies that we are able to assess them. But how do you measure the effectiveness of economic policies? Isn't it only possible to measure the value of economic policies *ex post*? At a time when the central banks are applying so-called unconventional policies (quantitative easing or credit easing), it is indeed difficult to foresee their effects.

Other than these evaluation issues in their strictest sense, the session will also try to map out the options for policy implementation. What decision-making level does each economic policy require (local or a higher level, depending on the type of policy)?

Speakers:

Louka KATSELI (National Bank of Greece)
Mthuli NCUBE (Former Vice President of the African Development Bank)
Christopher POTTS (Kepler Cheuvreux)
Jyotsna PURI (International Initiative for Impact Evaluation)
Jean-Michel SIX (S&P Global Ratings)

Coordination: Pierre JACQUET
 (Le Cercle des économistes)

Moderation: Marie VISOT (Le Figaro)

10:35 am - 11:50 am

Amphi Zyromski

Session 22 - Time To Bury Keynes?

In the 1930s, Keynes revolutionised economic analysis, stating that where there is an underemployment equilibrium, the state should substitute for private agents to stimulate global demand. His conclusions inspired the «stop and go» monetary and fiscal policies introduced in OECD countries over the following decades.

While these were widely challenged in the 1970s, mainly due to the decreased effectiveness of stabilisation policies in the open economy, Keynesian reflexes still persist as shown by the expansionary monetary and fiscal policies implemented after the 2007-2008 financial crisis, for example.

Most OECD countries are going through troubled time: fiscal policy appears to be restricted by certain thresholds that must not be exceeded, while monetary policy is mainly expansionary. Economic policies are not therefore entirely Keynesian, but nor are they completely liberal. How does Keynes's input persist in today's economic policies and how much of it should we really retain?

Speakers:

Pierre-René LEMAS (Groupe Caisse des Dépôts)
Guillermo PERRY (Former Minister of Finances, Colombia)
Philippe VIDAL (CIC)
Guntram WOLFF (Bruegel)
Charles WYPLOSZ (Graduate Institute of International and Development Studies)

Coordination: Patrick ARTUS
 (Le Cercle des économistes)

Moderation: Anne-Sylvaine CHASSANY (The Financial Times)

3:15 pm - 4:45 pm

Amphi Zyromski

Session 23 - Can Tax Policy Still Contribute To Attractiveness?

The ability of governments to distribute the gains of economic integration through taxation is key to the future of our societies, at a time when some wonder about the benefits of globalization.

The debate addresses two types of levies: on businesses (and in particular the corporate income tax of multinational companies), and on private persons (taxes on income, wealth, inheritance). Significant progress has been made at the international level through the automatic exchange of information and the BEPS (Base Erosion and Profit Shifting) program, however, these initiatives do not at all try to limit "fair" tax competition (lowering rates and/or reducing tax bases).

If tax policy is given a role in assuring a better distribution of wealth, how do we combine the latter with tax attractiveness? If, alternatively, the focus is put on creating equal opportunities for people as they start out in life, how do we make capital and skilled labor contribute to the funding of high quality public service (education, health care)? In both cases, is the growing mobility of skilled labor going to modify the balance between taxes on labor and on capital? This session will discuss such questions, focusing on the taxation of private

Speakers:

Ufuk AKCIGIT (University of Chicago)
Gérard BEKERMAN (AFER)
Jean-Jacques GUIONY (LVMH)
Kako NUBUKPO (Former Minister of Long Term Strategy and Public Policy Evaluation, Togo)
Georges TERRIER (Davis Polk)

Coordination: Agnès BÉNASSY-QUÉRÉ
 (Le Cercle des économistes)

Moderation: Jean-Pierre ROBIN (Le Figaro)

4:45 pm - 6:15 pm

Amphi Zyromski

Session 24 - Culture: An Economic Strike Force?

The days are long gone when culture appeared to stand apart from the economy. More and more studies are being conducted to measure the cultural sector's place in the economy, or emphasising its externalities.

Many economists are placing the focus on the specifics of the cultural economy: should live performance productions be granted assistance, due to a structural lack of productivity, as William Baumol suggested from as early as the mid-1960s, in the United States? What are the dynamics of art markets, torn between the perception of safe-haven investments and speculative temptations? How much social protection can artists legitimately be offered? How did the cultural industries, faced early on with the challenge of digital, set up innovative business models in response? Does copyright need to take a new turn and, if so, in what direction? Are yesterday's forms of protection –quotas for European works shown on television, a single price for books– suited to a digital world? How are cultural practices developing and what conditions are needed to keep from ending up in a «free-for-all» model?

Speakers:

Tonjé BAKANG (Aprostream)
Christopher BALDELLI (RTL)
Patricia BARBIZET (Artémis)
Taher GHALIA (National Heritage Institute, Tunisia)
Ildé RIZZO (Catania University)
Ghassan SALAMÉ (Former Minister of Culture, Lebanon)
JP SINGH (George Mason University)

Coordination: Françoise BENHAMOU
 (Le Cercle des économistes)

Moderation: Elisabeth CHAVELET (Paris Match)

8h30 - 9h10

Amphi Portalis

Débat 6 - Quelle alliance entre les pays et la finance ?

La globalisation financière et la libéralisation des mouvements de capitaux étaient encore portées au pinacle avant la crise financière de 2007-2008. C'est aujourd'hui la déception qui prédomine.

La synthèse de 2016 du FMI « Neoliberalism : oversold ? » est significative à cet égard : si l'expansion du commerce mondial a permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté, et aux pays émergents de bénéficier d'importants transferts de technologie, la libéralisation des marchés financiers n'a quant à elle pas apporté les bénéfices initialement escomptés par la théorie économique.

Les bénéfices de l'intégration financière sur la croissance semblent en effet limités. Pire, celle-ci semble conduire à une mauvaise allocation des ressources et augmenterait la probabilité des crises, et ce d'autant plus que la régulation et la surveillance des banques est déficiente comme l'ont prouvé les dramatiques expériences espagnole et irlandaise des années 2000.

Les coûts de la globalisation financière quant aux inégalités sont en revanche très élevés. Depuis les années 1970, la mondialisation a conduit à de profonds effets redistributifs au sein des pays, en faveur des citoyens les plus riches qui ont bénéficié de ce nouveau marché mondialisé, mais au détriment des citoyens pauvres qui n'ont pas accès au marché du crédit. En rendant les capitaux plus mobiles et la redistribution via la fiscalité plus difficile, l'intégration financière empêche en partie la compensation des perdants de ces évolutions. Sur les plans de l'efficacité comme de l'équité, son bilan semble donc très mitigé.

Que peuvent les Etats dans ce contexte ? Et quel est le bon niveau de régulation financière ? Celui des pays ou de groupes de pays tels que l'Union Européenne ? Quelles leçons pouvons-nous tirer de ces expériences pour trouver les bons outils de régulation ? La récente union bancaire européenne est-elle un exemple de voie médiane qui permettrait de réconcilier la finance et les pays ?

Intervenants :

Ross MCINNES (Safran)

Pierre MOSCOVICI (Commission européenne)

Nouriel ROUBINI (Roubini Macro Associates, LLC)

Coordination : Yann ALGAN (Le Cercle des économistes)

Modération : Olivier GALZI (I>Télé)

8:30 am - 9h10 am

Amphi Portalis

Debate 6 - What Are The Potential Alliances Between Countries And Finance?

Until the financial crisis of 2007-2008, people were still singing the praises of financial globalisation and the liberalisation of capital movements. Today, disappointment prevails.

In this regard, the IMF 2016 document entitled "Neoliberalism: oversold?" is meaningful: while the expansion of global trade has made it possible, for instance, for millions of emerging country citizens to exit poverty, financial market liberalisation, in contrast, has not brought about the gains initially expected by economic theorists.

The benefits in terms of growth are marginal and financial integration has in fact led to poor resource allocation. Still more problematically, financial integration has sharply increased the likelihood of economic crisis, all the more so when bank regulation and surveillance is lacking, as Spain and Ireland learned in the 2000s, at their dramatic expense.

The costs of financial globalisation in terms of inequality, meanwhile, are exceedingly high. Since the 1970s, financial integration has triggered profound redistributive effects within countries, to the benefit of the wealthiest citizens, able to take advantage of the new globalised market, but at the expense of the poor citizens, without access to the credit market. Moreover, by making capital more mobile and thus taxation and redistribution more difficult, financial liberalisation has made it hard to provide compensation to those of the losing end of globalisation. All in all, the bottom-line on financial integration as a catalyst for efficiency and equity is a very mixed picture.

What can States do in this setting? And what is the right level of financial regulation? At the country level, or across groups of countries, e.g., the European Union? What lessons can we take away from these experiences, to develop the right regulation tools? Is the recently-born European Banking Union an example of a middle path that would make it possible to reconcile finance and countries?

Speakers:

Ross MCINNES (Safran)

Pierre MOSCOVICI (European Commission)

Nouriel ROUBINI (Roubini Macro Associates, LLC)

Coordination: Yann ALGAN (Le Cercle des économistes)

Moderation: Olivier GALZI (I>Télé)

9h10 - 10h10

Amphi Portalis

Session 25 - Quelle forme aura la puissance de demain ?

Cette session s'interrogera sur les déterminants potentiels de la puissance des différents pays ou régions dans les cinquante ans à venir. Est-ce que le monde sera gouverné avant tout par les pays les plus innovants et les pays à la pointe technologique, ou bien par les pays les mieux dotés en ressources naturelles, ou encore par les pays les plus peuplés ou les mieux armés ? Est-ce que la concurrence entre pays opèrera comme catalyseur de développement économique et institutionnel ou bien découragera-t-elle un tel développement dans les pays moins avancés ? Quelle sera l'importance relative du *soft power* (hégémonie culturelle et institutionnelle) et celle du *hard power* (qui repose sur les rapports de forces stratégiques et militaires), ou encore celle des régimes démocratiques par rapport aux régimes autocratiques ? Comment la communauté internationale appréhendera-t-elle les différences démographiques et les phénomènes de migration ?

Intervenants :

Mingpo CAI (Cathay Capital Private Equity)

Jean-Pierre CLAMADIEU (SOLVAY)

Guillaume FAURY (Airbus Helicopters)

Issad REBRAB (Cevital)

François VILLEROY DE GALHAU (Banque de France)

Coordination : Philippe AGHION (Le Cercle des économistes)

Modération : Nicolas BARRÉ (Les Echos)

9:10 am - 10:10 am

Amphi Portalis

Session 25 - What Form Will Tomorrow's Power Take?

This session will look at the potential determinants of power in different countries or regions over the next fifty years. Will the world be governed mainly by the most innovative countries and those at the leading edge of technology, by countries that are well endowed with natural resources, or by the most populous or best-armed countries? Will competition among countries serve as a catalyst for economic and institutional development or will it discourage such development in less advanced countries? How important will soft power (cultural and institutional hegemony) be compared to hard power (based on relationships between strategic and military forces); and what about democratic regimes versus dictatorial administrations? How will the international community tackle demographic differences and migratory phenomena?

Speakers:

Mingpo CAI (Cathay Capital Private Equity)

Jean-Pierre CLAMADIEU (SOLVAY)

Guillaume FAURY (Airbus Helicopters)

Issad REBRAB (Cevital)

François VILLEROY DE GALHAU (Banque de France)

Coordination : Philippe AGHION (Le Cercle des économistes)

Modération : Nicolas BARRÉ (Les Echos)

10h10 - 11h10

Amphi Portalis

Session 26 - Quel chemin vers la prospérité économique ?

Alors que la croissance mondiale est ralentie depuis la crise financière de 2008-2009, la vague d'innovations radicales et de progrès technologique déferle plus vite que jamais et redistribue toutes les cartes entre secteurs et acteurs de l'économie. Cette tendance, paradoxale, alimente un populisme lié au sentiment d'abandon de citoyens conscients d'être à la marge de ce qui pourrait être la nouvelle forme de la prospérité.

La croissance exceptionnelle d'avant-crise était tirée par l'expansion du commerce mondial, des politiques monétaires accommodantes et une régulation financière souple alimentant le crédit, tandis que les Etats pouvaient, en période de récession, recourir à l'outil budgétaire ou, pour certains, à la dévaluation compétitive. Cette page semble tournée, à l'heure où les niveaux de la dette deviennent prohibitifs et où l'efficacité des politiques monétaires décroît.

Quelle voie emprunter face à ce marasme ? Trois attitudes semblent possibles :

- Encourager les changements et disruptions technologiques et accepter de remettre en question les rentes et modèles existants. Quoiqu'essentielle pour rester en première ligne dans le monde de demain, cela n'est pas suffisant aujourd'hui, le secteur technologique étant trop confiné pour relancer à lui seul la croissance ; en outre cette attitude ne répond en rien aux nombreux citoyens occidentaux qui se sentent délaissés par le progrès économique
- Définir des programmes de réforme adaptés aux spécificités socioéconomiques de chaque pays, ce qui nécessite de reconnaître à la fois l'insuffisance à la fois des politiques contra cycliques classiques et celle des réformes « structurelles » inspirées par le Consensus de Washington
- L'option conservatrice peut s'apparenter à une timidité face aux nouveaux enjeux et à une peur du changement technologique, et semble ne devoir mener à rien d'autre qu'une « stagnation séculaire » comme nouvelle norme. Une telle voie semble instable puisqu'elle laisserait les économies désemparées face à une nouvelle récession, et à la merci d'un populisme potentiellement dangereux pour notre démocratie.

Intervenants :

Christine LAGARDE (FMI)

Mario MONTI (Ancien Président du Conseil, Italie)

Jean-Dominique SENARD (Groupe Michelin)

Tidjane THIAM (Crédit Suisse)

Coordination : Laurence BOONE (Le Cercle des économistes)

Modération : François LENGLET (France 2 / RTL)

10:10 am - 11:10 am

Amphi Portalis

Session 26 - Which Path Towards Economic Prosperity?

Although global growth is struggling since the 2008-09 financial crisis, there has never been so many radically new innovation and technological progress, completely redistributing the cards across economic sectors and players. This paradoxical trend fuels populism, as left out citizens feel more acutely that they do not benefit from what could be the next form of prosperity.

Exceptional growth in the run up to the crisis was driven by trade globalization, accommodative monetary policy and lenient financial regulation that fueled credit, while public spending and competitive devaluation –in some cases– remained options in periods of recession. This era is over, as public debt levels have dramatically increased and marginal return on monetary policy decrease.

Against that backdrop which path to choose? Three attitudes seem possible today:

- Fostering the changes and disruptions created by the technology sector and putting into questions existing rents and model. Though essential to ride at the forefront of tomorrow's world, it is not enough for today, as the technology sector remains too confined to boost growth at a macro level; besides it does not bring a solution to the many western citizens feeling left out of economic progress.
- Designing program of reforms actually adapted to the social and economic specificities of each country, and acknowledging that easy macro cyclical policies have become less potent and that "structural reforms" inspired by the Washington Consensus need to be revised (as the IMF did).
- Timidity in addressing secular issues, fear of technology disruption, in a world the conservative option will lead no other economic outcome than «secular stagnation» as «new normal». Such an outcome would be crucially unstable as it leaves economies weak (desemparees) in case of a new recession, and to the mercy of rising populism that would put our very democracy in danger.

Speakers:

Christine LAGARDE (IMF)

Mario MONTI (Former Prime Minister, Italy)

Jean-Dominique SENARD (Michelin Group)

Tidjane THIAM (Crédit Suisse)

Coordination: Laurence BOONE (Le Cercle des économistes)

Moderation: François LENGLET (France 2 / RTL)

11h10 - 12h00

Amphi Portalis

Session 27 - L'UE est morte, vive l'UE !

L'Europe cumule tous les défis. Confrontée à une croissance trop molle et à un chômage trop élevé, aux attaques terroristes, au drame des migrants, elle manque singulièrement de vision, de cap et de gouvernance.

L'Europe à plusieurs vitesses est déjà notre réalité. Il s'agit même de plusieurs Europe à plusieurs vitesses : les aires de référence sont différentes pour le marché unique, pour l'euro, pour ce qui reste de Schengen, pour l'embryon d'Europe de la défense, pour le projet de taxation des opérations financières (TFF)... Elles ne sont même pas les mêmes pour l'union bancaire (zone euro) et pour l'union des marchés de capitaux (UE).

Au point où nous en sommes, et à la lumière du référendum britannique, que faire ? Les améliorations apportées à la gouvernance européenne, en particulier à celle de la zone euro, étaient nécessaires mais clairement insuffisantes. Faut-il approfondir l'Europe autour d'un « noyau dur » resserré, quitte à provoquer des fractures politiques et des fragmentations économiques et financières, faut-il remettre en cause les ambitions initiales, ou convient-il de relancer la construction européenne sur des bases radicalement différentes ?

Intervenants :

Benoît COEURÉ (Banque centrale européenne)

Mark HUTCHINSON (GE)

Louka KATSELI (Banque Nationale de Grèce)

Paul TUCKER (Ancien Gouverneur adjoint de la Banque d'Angleterre)

Coordination : **Hélène REY** (Le Cercle des économistes)

Modération : **Nicolas BEYTOUT** (L'Opinion)

11:10 am- 12:00 am

Amphi Portalis

Session 27 - The EU Is Dead, Long Live The EU!

Europe is faced with a full set of challenges. Given lukewarm growth and excessive unemployment, terrorist attacks and the migrant tragedy, it clearly lacks vision, direction and governance.

We are already dealing with a multi-track Europe. In fact, there are multiple multi-track Europes: the reference systems are different for the single market, for the Euro and for what remains of Schengen, for the embryonic European defence system, for the planned financial transaction tax (FTT) and so on. Even the banking union (Euro zone) and the capital markets union (EU) operate within different scopes.

So in light of all that and the coming British referendum, what can we do? The improvements made to European governance, especially for the Euro zone, were necessary but clearly inadequate. Should we aim for closer European integration among a more restricted core group of countries, even if this triggers political fractures and economic and financial fragmentation? Should we call the original ambitions into question? Or is it a matter of starting European construction over again, on radically different bases?

Speakers:

Benoît COEURÉ (European Central Bank)

Mark HUTCHINSON (GE)

Louka KATSELI (National Bank of Greece)

Paul TUCKER (Former Deputy Governor of the Bank of England)

Coordination: **Hélène REY** (Le Cercle des économistes)

Moderation: **Nicolas BEYTOUT** (L'Opinion)

12h00- 12h30

Amphi Portalis

Débat 7 - Quel projet européen ?

Pour paraphraser Stromae, l'Europe t'es où ? T'es où l'Europe ?

Après le référendum britannique, le statu quo n'est pas une option, encore moins qu'avant. L'Europe à plusieurs vitesses n'est plus à anticiper, elle est déjà la réalité d'aujourd'hui. Il s'agit de la faire fonctionner en re-définissant les règles, les mécanismes institutionnels, la gouvernance. L'appartenance à la zone euro doit être le critère premier pour opérer l'approfondissement nécessaire et mieux articuler le marché unique, l'union monétaire, l'union bancaire, la coordination budgétaire et fiscale et ce qu'il faudrait d'union politique. Sur des questions centrales, c'est encore l'UE plutôt que la zone euro qui est l'aire de référence : le drame des migrants, le marché unique, le plan Juncker, le projet encore vague d'union des marchés de capitaux,...

Des réformes institutionnelles (budget et Parlement de la zone euro, règles de décision dans cette zone, représentation externe de la zone...), des stratégies de développement économique et de lutte contre le chômage sont nécessaires. Tant que l'Europe ne « délivre » pas sur le terrain de la croissance et de l'emploi, il sera impossible d'obtenir l'attention et l'adhésion des opinions publiques. Comment redonner à cette Europe désenchantée du souffle, c'est-à-dire une vision, une ambition, un projet collectif, du leadership et des leaders, mais aussi les moyens politiques de les mettre en œuvre ?

Intervenants :

Emmanuel MACRON (Ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique, France)

Didier REYNERS (Vice Premier Ministre et Ministre des Affaires Étrangères et des Affaires Européennes, Belgique)

Coordination : **Christian de BOISSIEU** (Le Cercle des économistes)

Modération : **Nicolas BEYTOUT** (L'Opinion)

12:00- 12:30 am

Amphi Portalis

Debate 7 - Which European Project?

Using the words of a famous Belgian singer –Stromae– l'Europe t'es où? T'es où l'Europe? (i.e. Where (the hell) are you Europe? Europe where are you?)

Right after the English referendum a status quo will be even less a possibility than before. There is no need to anticipate a multi-speed Europe: it is today's reality. The idea is now to make Europe work by redefining its rules, institutional mechanisms, and governance. Eurozone membership must be the very first criterion to strengthen and better organize the internal market, the monetary union, the banking union, the fiscal and tax coordination, and a degree of political union. On key issues the UE –rather than the Eurozone–, remains the frame of reference for major decisions: the migrant crisis, the single market, Juncker's plan, the still vague project of a capital market union...

Institutional reforms (Eurozone budget and Parliament, decision-making rules and diplomatic representation of the Eurozone...), strategies of economic development and struggle against unemployment are all required. As long as Europe does not provide answers on the issues of growth and unemployment, public opinions will neither care for nor be part of today's concerns. How to breathe new life into a disillusioned Europe, i.e. how to restore meaning to the idea of Europe, revive its ambition, and shared purpose, provide both leadership and leaders, but also political means to implement all of those?

Speakers:

Emmanuel MACRON (Minister of the Economy, Industry and Digital Affairs, France)

Didier REYNERS (Vice Prime Minister and Minister of Foreign Affairs and European Affairs, Belgium)

Coordination : **Christian de BOISSIEU** (Le Cercle des économistes)

Moderation: **Nicolas BEYTOUT** (L'Opinion)

12h30- 13h30

Amphi Portalis

Session 28 - Comment la France se positionne-t-elle dans le monde ?

Pour conclure ces débats nous allons tenter d'inscrire le positionnement de la France dans le monde à l'aune de quatre qualités complémentaires : le rayonnement économique bien sûr, mais aussi le rayonnement diplomatique, militaire et culturel. Certes la puissance diplomatique est liée au poids économique ; la puissance militaire dépend aussi des moyens économiques, de même que la capacité à influencer la gouvernance mondiale ou le rayonnement culturel. Et le positionnement actuel de la France résulte de tendances de long terme dans ces domaines. La question que cette session de conclusion va traiter est donc à la fois celle du positionnement de la France dans ces quatre domaines et celle de sa capacité à évoluer pour la renforcer. Pour cela nous ferons un point sur la France et son rayonnement diplomatique et militaire; sur l'influence de la France à travers son réseau éducatif et culturel, sa place dans la gouvernance mondiale, le rôle de ses industries innovantes et leur contribution à asseoir le rayonnement industriel français ...sans déménager à l'étranger.

Intervenants :

Emmanuel FABER (Danone)
Francis HUSTER (Acteur et Réalisateur)
Alain MÉRIEUX (BioMérieux)
Valérie PÉCRESE (Région Île-de-France)
Rudy RICCIOTTI (Architecte)

Coordination : **Olivier PASTRÉ** (Le Cercle des économistes)

Moderation : **Patrick COHEN** (France Inter)

13h30 - 14h

Amphi Portalis

Conclusions et déclaration finale du Cercle des économistes

Jean-Hervé LORENZI (Le Cercle des économistes)

12:30 am - 13:30 am

Amphi Portalis

Session 28 - Where Does France Stand In The World?

To round off our debates, we will attempt to establish France's position in the world in relation to four complementary qualities: economic influence, of course, but also its diplomatic, military and cultural weight. Diplomatic power is certainly linked to economic force, and military might also depends on economic resources, as does the capacity to sway global governance or cultural influence. France's current position is the outcome of long-term developments in these areas. The question raised during this concluding session therefore focuses on France's standing in these four areas, together with its capacity to adapt to strengthen its position. We will review France's diplomatic and military influence, the impact it has through its educational and cultural network, its place in global governance, the role of its innovative industries and their contribution to enhancing French industrial influence – all without moving abroad!

Speakers:

Emmanuel FABER (Danone)
Francis HUSTER (Actor and Film Director)
Alain MÉRIEUX (BioMérieux)
Valérie PÉCRESE (Région Île-de-France)
Rudy RICCIOTTI (Architect)

Coordination: **Olivier PASTRÉ** (Le Cercle des économistes)

Moderation: **Patrick COHEN** (France Inter)

13:30pm - 2:00pm

Amphi Portalis

Concluding Remarks and Final Statement by Le Cercle des économistes

Jean-Hervé LORENZI (Le Cercle des économistes)